

# ARMÉES D'AUJOURD'HUI



## NARCOPS TRAQUE AUX CARAÏBES

DOSSIER  
LE SOUTIEN  
PSYCHOLOGIQUE  
DU COMBATTANT

LIVRE BLANC  
LES GRANDES  
LIGNES



# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI



Édito

## Répondre aux nouveaux défis

La France vient de se donner un nouveau Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, cinq ans après celui de 2008. Parmi les engagements pris par le président de la République en 2012 figurait celui d'élaborer un nouveau Livre blanc pour tenir compte des bouleversements géostratégiques, mais aussi économiques, intervenus depuis 2008 et qui placent la France, et notre défense en particulier, dans des tensions qu'il convenait de résoudre.

À partir d'une vision renouvelée du monde, en particulier des risques et des menaces qui pèsent sur notre pays et sur l'Europe, ce Livre blanc pose les bases d'un nouveau projet pour notre défense. Ce projet, qui tient compte de la fragilisation de nos finances publiques – car c'est aussi un enjeu de souveraineté pour la France –, préserve l'essentiel et permet de pérenniser notre outil de défense, qui était menacé.

Ce Livre blanc présente par ailleurs des nouveautés. Il est le premier qui définit les conséquences de la pleine participation de la France dans l'Organisation militaire de l'Alliance atlantique tout en proposant une approche à la fois pragmatique et volontariste de notre engagement dans la construction de l'Europe de la défense, au moment où celle-ci semble douter. Il maintient et adapte des données fondamentales de notre stratégie comme la dissuasion nucléaire, mais il ouvre aussi notre défense et la sécurité nationale à des dimensions nouvelles, cruciales pour notre avenir et notre autonomie stratégique, comme la cyberdéfense.

Il renouvelle ainsi notre stratégie militaire et définit un projet cohérent, qu'il nous revient maintenant de mettre en œuvre et de faire vivre, pour que demain la France continue d'avoir des armées et une défense performantes, adaptées aux enjeux de sécurité comme aux responsabilités internationales qui seront alors les siens. Ministre de la Défense, sous l'autorité du président de la République, c'est le cap que je veux fixer. Je compte sur l'engagement de chacun et la mobilisation de tous pour le tenir.

Jean-Yves Le Drian

# Les grandes lignes du Livre blanc sur la Défense

Le Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale décrit une stratégie de défense et de sécurité nationale qui repose sur deux fondements essentiels et complémentaires : **la France préservera sa souveraineté**, en se donnant les moyens de l'action et de l'influence; **elle contribuera à la sécurité internationale**, en inscrivant ses actions dans une légitimité nationale et internationale.

Alors que le niveau de risque et de violence dans le monde ne régresse pas et que les dépenses d'armement augmentent fortement dans de nombreuses régions, en particulier en Asie, **les risques et les menaces auxquels la France doit faire face continuent à se diversifier** : menaces de la force, en raison du caractère ambigu du développement de la puissance militaire de certains États, risques de la faiblesse que fait peser sur notre propre sécurité l'incapacité de certains États à exercer leurs responsabilités, risques ou menaces liés à la mondialisation : terrorisme, menaces sur nos ressortissants, cybermenaces, crime organisé, dissémination des armes conventionnelles, prolifération des armes de destruction massive et risques de pandémies, de catastrophes technologiques ou naturelles. Face à ces risques et à ces menaces, les opérations militaires dans lesquelles la France a eu à s'engager au cours des dernières années (ex. Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye, Mali) démontrent que l'action militaire reste une donnée essentielle de sa sécurité.

Pour faire face à ces évolutions, **le Livre blanc confirme la pertinence du concept de sécurité nationale**. Visant un objectif plus large que la simple protection du territoire et de la population contre des agressions extérieures imputables à des acteurs étatiques, ce concept traduit la nécessité de gérer l'ensemble des risques et des menaces, directs ou indirects, susceptibles d'affecter la vie de la Nation. Le Livre blanc adopte une approche globale reposant sur la combinaison de cinq fonctions stratégiques : la connaissance et l'anticipation, la protection, la prévention, la dissuasion et l'intervention. La protection, la dissuasion et l'intervention sont étroitement complémentaires et structurent l'action des forces de défense et de sécurité nationale. Elles supposent, pour être mises en œuvre, que nous soyons capables de connaître et d'anticiper les risques et

les menaces qui pèsent sur nous, alors que des surprises stratégiques sont toujours possibles. Elles requièrent également en amont que nous puissions prévenir les crises qui affecteraient notre environnement.

**Notre stratégie de défense et de sécurité nationale ne se conçoit pas en dehors du cadre de l'Alliance atlantique et de notre engagement dans l'Union européenne**. Ces deux organisations complémentaires offrent une palette de réponses qui permettent à la France et à ses Alliés de faire face à un spectre très large de risques et de menaces. La France, qui a repris toute sa place dans le fonctionnement de l'OTAN, promeut une Alliance forte et efficace au service de ses intérêts et de ceux de l'Europe. Elle estime parallèlement que le contexte actuel, dans lequel l'Europe est appelée à assumer une plus grande part de responsabilité pour sa sécurité, rend indispensable une relance pragmatique de la politique de sécurité et de défense européenne. En clarifiant le chemin que la France a décidé d'emprunter pour assurer sa sécurité, le Livre blanc vise à ouvrir avec les membres de l'Union un dialogue approfondi appelant une nouvelle ambition, reposant sur des interdépendances organisées plutôt que subies. La France continuera à soutenir les initiatives européennes en matière de partage et de mutualisation de capacités militaires.

## Protection

**La protection du territoire national et de nos concitoyens ainsi que la préservation de la continuité des fonctions essentielles de la Nation sont au cœur de notre stratégie de défense et de sécurité nationale.**

Les forces armées assurent en permanence la sûreté du territoire, de son espace aérien et de nos approches maritimes. Il incombe par ailleurs aux ministères civils, en coordination avec les collectivités territoriales et les opérateurs publics et privés d'assurer la protection contre les risques et les menaces qui peuvent affecter la vie de nos concitoyens sur le territoire national. En cas de crise majeure, les armées apportent en renfort des forces de sécurité intérieure et de sécurité civile un concours qui pourra impliquer jusqu'à 10 000 hommes des forces terrestres, ainsi que les moyens adaptés des forces navales et aériennes. Le Livre

# et la Sécurité nationale



blanc prévoit qu'un **contrat général interministériel**, élaboré dès 2013 sous l'autorité du Premier ministre, fixera les capacités civiles nécessaires aux missions relatives à la sécurité nationale. En complément sera conduite par le ministère de l'intérieur, d'ici 2016, une démarche associant à l'objectif de résilience du pays les collectivités territoriales ainsi que les grands opérateurs d'importance vitale qui ont des responsabilités spécifiques dans la continuité des fonctions essentielles au pays.

S'agissant de la **protection des outre-mer**, le dispositif militaire qui y est déployé sera dimensionné sur la base d'une analyse rigoureuse des enjeux de sécurité et de défense propres à chaque territoire concerné. En parallèle, une remontée en puissance des capacités civiles sera conduite. Afin d'optimiser les capacités disponibles dans les outre-mer, un programme quinquennal d'équipements mutualisés sera élaboré dès 2013.

Outre la menace terroriste dont l'importance n'a pas décliné depuis 2008 et qui demeure parmi les menaces les plus probables, le Livre blanc met l'accent sur la fréquence et l'impact potentiel de la menace que constituent les cyberattaques visant nos systèmes d'information. Cette situation nous impose **d'augmenter très significativement le niveau de sécurité et les moyens de défense de ces systèmes**. Pour répondre à ce constat, un effort significatif sera conduit pour développer dans le cyberspace nos capacités à détecter les attaques, à en déterminer l'origine et, lorsque nos intérêts stratégiques sont menacés, à riposter de manière adéquate. Des mesures législatives et réglementaires viendront renforcer les obligations qui incombent aux opérateurs de service et d'infrastructure d'importance vitale pour détecter, notifier et traiter tout incident informatique touchant leurs systèmes sensibles.

## Dissuasion

**La dissuasion nucléaire protège la France contre toute agression d'origine étatique contre ses intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la forme.** Elle écarte toute menace de chantage qui paralyserait sa liberté de décision et d'action. En ce sens, elle est directement liée à notre capacité d'intervention. Une force de dissuasion sans capacités conventionnelles verrait par ailleurs sa cré-

dibilité affectée. Les forces nucléaires comprennent une composante aéroportée et une composante océanique dont les performances, l'adaptabilité et les caractéristiques complémentaires permettent le maintien d'un outil qui, dans un contexte stratégique évolutif, demeure crédible à long terme, tout en restant à un niveau de stricte suffisance.

## Intervention

L'intervention extérieure de nos forces s'inscrit dans **un triple objectif** : assurer la protection de nos ressortissants à l'étranger, défendre nos intérêts stratégiques, comme ceux de nos partenaires et alliés et exercer nos responsabilités internationales. Dans cette logique, la France entend disposer des capacités militaires lui permettant de s'engager dans les **zones prioritaires** pour sa défense et sa sécurité : la périphérie européenne, le bassin méditerranéen, une partie de l'Afrique – du Sahel à l'Afrique équatoriale –, le golfe Arabo-Persique et l'océan Indien. Ces capacités lui permettent d'apporter sa contribution à la paix et à la sécurité dans d'autres parties du monde.

L'évolution du contexte stratégique pourrait amener notre pays à devoir prendre l'initiative d'opérations, ou à assumer, plus souvent que par le passé, une part conséquente des responsabilités impliquées par la conduite de l'action militaire. **La France estime qu'elle contribuera d'autant mieux à une réponse collective qu'elle disposera des capacités d'initiative et d'action autonomes lui permettant aussi d'entraîner et de fédérer l'action de ses alliés et partenaires.** La France fait dès lors du **principe d'autonomie stratégique** le fondement de sa stratégie en matière d'intervention extérieure. Elle disposera des capacités lui conférant une autonomie d'appréciation, de planification et de commandement, ainsi que des capacités critiques qui sont à la base de son autonomie de décision et d'action opérationnelles.

Nos armées doivent pouvoir répondre à la diversité des menaces et des situations de crise. Elles devront pouvoir agir dans des opérations de **coercition**, dans lesquelles l'objectif de neutralisation de l'appareil politico-militaire adverse impose de disposer de forces de très haut niveau technologique; elles devront également pouvoir s'engager dans des opérations de **gestion de crise**, qui viseront à restaurer les conditions d'une vie normale et nécessiteront le contrôle dans la ■■■

■ ■ ■ durée de larges espaces physiques. Dans des situations intermédiaires ou transitoires, nos forces devront également s'adapter à l'émergence de « **menaces hybrides** », lorsque certains adversaires de type non-étatique joindront à des modes d'action asymétriques des moyens de niveau étatique ou des capacités de haut niveau technologique.

Pour garantir sa capacité de réaction autonome aux crises, **la France disposera en permanence d'un échelon national d'urgence** de 5000 hommes en alerte, permettant de constituer une force interarmées de réaction immédiate (FIRI) de 2300 hommes, projetable à 3000 km de l'Hexagone, dans un délai de 7 jours. La France pourra s'appuyer sur des déploiements navals permanents dans une à deux zones maritimes, sur la base des Émirats Arabes Unis et sur plusieurs implantations en Afrique, dont l'articulation sera adaptée, afin de disposer de capacités réactives et flexibles à même de s'accorder aux réalités et besoins à venir de ce continent et de notre sécurité.

Au titre des **missions non permanentes**, les armées seront capables d'**être engagées simultanément, dans la durée, dans des opérations de gestion de crise sur deux ou trois théâtres distincts**, dont un en tant que contributeur majeur. Le total des forces engagées à ce titre sera constitué de l'équivalent d'une brigade interarmes représentant 6000 à 7000 hommes des forces terrestres, avec les forces spéciales, les composantes maritimes et aériennes nécessaires ainsi que les moyens de commandement et de soutien associés. Sous préavis suffisant, après réarticulation de notre dispositif dans les opérations en cours, les armées devront être capables d'**être engagées en coalition et pour une durée limitée, sur un théâtre d'engagement unique, dans une opération de coercition majeure**, dont la France devra pouvoir assurer le commandement. La France pourra engager dans ce cadre jusqu'à deux brigades interarmes représentant environ 15000 hommes des forces terrestres, des forces spéciales, des composantes maritimes et aériennes, ainsi que les moyens de commandement et de soutien associés.

## Connaissance et anticipation

Notre capacité de décision souveraine et d'appréciation autonome des situations repose sur la fonction connaissance et anticipation, qui recouvre notamment **le renseignement, domaine dans lequel notre effort sera accru**. Les capacités techniques de recueil et d'exploitation du renseignement seront renforcées tandis que sera systématisé le principe de mutualisation entre services des capacités d'acquisition. Les capacités spatiales de renseignement électromagnétique et de renseignement image seront développées, la France étant disposée à appliquer pour ce type de capacités une approche reposant sur des interdépendances librement consenties entre partenaires européens. La France se dotera d'une capacité pérenne en matière de drones de moyenne altitude longue endurance (MALE) et de drones tactiques. Compte

tenu de l'évolution des menaces, le renseignement intérieur fera l'objet d'une attention particulière. L'accroissement des moyens que la Nation consacre au renseignement s'accompagnera de manière concomitante d'un renforcement des capacités de pilotage stratégique et d'évaluation de l'exécutif sur le renseignement, ainsi que de l'extension du rôle de la délégation parlementaire au renseignement pour permettre au Parlement d'exercer dans ce domaine, conformément à la Constitution, son contrôle sur la politique du gouvernement.

## Prévention

La stratégie de défense et de sécurité nationale repose sur une capacité crédible de prévention et de gestion civilo-militaire des crises, laquelle doit pouvoir s'appuyer **sur une stratégie et sur une organisation interministérielles consolidées**, permettant la mobilisation efficace et coordonnée des moyens des ministères compétents. Cette démarche pilotée par le ministère des Affaires étrangères s'inscrira dans le cadre des efforts de la France visant à améliorer les capacités de gestion de crise de l'Union européenne.

## Effort budgétaire adapté

Alors que la crise financière qui a frappé le monde aurait pu conduire à baisser la garde, **la France continuera à consacrer à sa défense un effort financier majeur**. Celui-ci s'établira à 364 Md € 2013 sur la période 2014-2025, dont 179 Md € 2013 pour les années 2014 à 2019, période de la prochaine loi de programmation militaire. Cet engagement permettra de bâtir un modèle d'armée répondant aux besoins de notre stratégie et adapté aux exigences de la défense et de la sécurité nationale, tout en s'inscrivant dans l'objectif du Gouvernement de restaurer l'équilibre des comptes publics et ainsi de préserver notre souveraineté et notre autonomie stratégique.

## Le modèle d'armée

La conception de notre modèle d'armée s'articule autour de quatre principes directeurs qui dessinent une stratégie militaire renouvelée :

- le maintien de notre **autonomie stratégique**, qui impose de disposer des capacités critiques nous permettant de prendre l'initiative des opérations les plus probables ;
- la **cohérence** du modèle d'armée avec les scénarios prévisibles d'engagement de nos forces dans les conflits et dans les crises, c'est-à-dire la capacité à faire face aussi bien à des opérations de coercition et d'entrée sur un théâtre de guerre, qu'à des opérations de gestion de crise dans toute la diversité qu'elles peuvent revêtir ;
- la **différenciation** des forces en fonction des missions de dissuasion, de protection, de coercition ou de gestion de crise. Ce principe nouveau de spécialisation relative, qui vise ainsi à une plus grande efficacité des forces dans chaque type de mission, obéit aussi à une logique d'économie et consiste à

n'équiper avec les capacités les plus onéreuses que les forces prévues pour affronter des acteurs de niveau étatique ;

– **la mutualisation** qui conduit à utiliser les capacités rares et critiques au bénéfice de plusieurs missions (protection des approches, dissuasion, intervention extérieure) ou à rechercher auprès de nos partenaires européens une mise en commun des capacités indispensables à l'action.

À l'horizon 2025, les armées françaises disposeront des capacités permettant d'assurer à tout moment, au niveau stratégique, le commandement opérationnel et le contrôle national des forces engagées ; de planifier et de conduire des opérations autonomes ou en tant que Nation-cadre d'une opération. Un effort particulier sera engagé pour développer notamment les capacités de renseignement et de ciblage, les forces spéciales, les capacités de frappes précises dans la profondeur et de combat au contact de l'adversaire, et une capacité autonome à « entrer en premier » sur un théâtre d'opérations de guerre.

**Les forces spéciales** se sont imposées comme une capacité de premier plan dans toutes les opérations récentes. Leurs effectifs et leurs moyens de commandement seront renforcés, comme leur capacité à se coordonner avec les services de renseignement.

**Les forces terrestres** offriront une capacité opérationnelle de l'ordre de 66 000 hommes projetables comprenant notamment 7 brigades interarmes, dont 2 seront aptes à l'entrée en premier et au combat de coercition face à un adversaire équipé de moyens lourds. Ces forces disposeront notamment d'environ 200 chars lourds, 250 chars médians, 2 700 véhicules blindés multirôles et de combat, 140 hélicoptères de reconnaissance et d'attaque, 115 hélicoptères de manœuvre et d'une trentaine de drones tactiques.

**Les forces navales** disposeront de 4 sous-marins lanceurs d'engins, 6 sous-marins d'attaque, 1 porte-avions, 15 frégates de premier rang, une quinzaine de patrouilleurs, 6 frégates de surveillance, 3 bâtiments de projection et de commandement ainsi que des avions de patrouille maritime et une capacité de guerre des mines apte à la protection de nos approches et à la projection en opération extérieure.

S'appuyant sur un centre de commandement et de conduite permanent et interopérable avec nos alliés, **les forces aériennes** comprendront notamment 225 avions de combat (air et marine), ainsi qu'une cinquantaine d'avions de transport tactique, 7 avions de détection et de surveillance aérienne, 12 avions ravitailleurs multirôles, 12 drones de surveillance de théâtre, des avions légers de surveillance et de reconnaissance et 8 systèmes sol-air de moyenne portée.

## **Les femmes et les hommes de la défense et de la sécurité nationale**

**La défense et la sécurité de la Nation repose sur des femmes et des hommes** aux compétences reconnues, partageant des valeurs communes, qui ont choisi, sous

différents statuts, de servir leur pays et leurs concitoyens. Suivant les préconisations du précédent Livre blanc, les structures de défense et de sécurité nationale ont, depuis 2008, notablement évolué. Pour le ministère de la Défense, ces évolutions se sont traduites entre 2008 et 2012 par une diminution d'environ 40 000 postes, sur les 54 900 prévus par le Livre blanc de 2008 pour la période 2009-2015. Afin d'adapter les effectifs du ministère de la Défense au nouveau modèle d'armée et aux exigences de la modernisation de l'action publique, de l'ordre de 34 000 postes seront supprimés durant la période 2014-2019 (dont plus de 10 000 au titre de la déflation déjà arrêtée en 2008).

De nouveaux leviers de gestion et de pilotage des réductions d'effectifs seront mis en œuvre pour permettre les évolutions à venir. Ils comporteront un important dispositif rénové pour l'accompagnement social, humain et économique de ces évolutions, incluant un dispositif de reconversion adapté du personnel. Dans ce contexte de réforme, la concertation et le dialogue interne au sein des forces de défense et de sécurité nationale seront développés, notamment grâce à une rénovation des instances de concertation militaire.

## **Industrie de défense et de sécurité**

L'industrie de défense est **une composante majeure de l'autonomie stratégique de la France**. Avec plus de 4 000 entreprises, elle contribue de manière importante à notre économie, à l'innovation scientifique et technologique, comme à la création d'emplois. Dans un contexte marqué par une contraction du marché national et européen et par une concurrence internationale exacerbée, le Livre blanc réaffirme l'impératif de maintien en France d'une industrie de défense parmi les premières mondiales. Celle-ci permet à notre pays de disposer des capacités technologiques indispensables à son autonomie stratégique. Cette politique se développera suivant quatre axes principaux :

- le maintien d'un budget significatif en matière de recherche et de développement ;
- l'accompagnement des efforts de nos entreprises à l'international pour accroître le volume de leurs exportations, dans le cadre strict de nos mécanismes de contrôle et de nos engagements européens et internationaux ;
- l'exploitation systématique de toutes les voies de coopération en matière d'armement. Les progrès récemment réalisés par la France et le Royaume-Uni dans le domaine de l'industrie des missiles illustrent la faisabilité et la pertinence de cette approche. La France est disposée à étendre à d'autres domaines et à d'autres partenaires européens la mise en place de cadres communs pour le soutien d'une base industrielle de défense européenne économiquement viable ;
- le recours à tous les moyens dont dispose l'État, comme actionnaire, comme client et comme prescripteur, pour faciliter les restructurations industrielles qui s'imposent à l'échelle européenne. ■

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI



**3** Édito du ministre

**4** Les grandes lignes  
du Livre blanc sur la Défense  
et la Sécurité nationale

## FORCES EN ACTION

**10** 2<sup>e</sup> RD : masques et dragons

**20** Portrait:  
faire « Plouf » à tout prix

**22** Les opérations en bref

## MODERNISATION

**24** Les douze chantiers de Louvois  
Interview de Jacques Feytis  
directeur des ressources  
humaines du ministère

## FOCUS DEFENSE

**26** Mali, le tournant stratégique

**28** Feldberg 13, la Brigade  
franco-allemande de concert

**30** Cefos, un centre  
totalement opérationnel

**34** Serval : logistique,  
l'autre combat

**40** Technologie : forces spéciales  
et PME tiennent salon

**42** Repères

## PERSPECTIVES

**64** Histoire

## KIOSQUE

**66** Sélection



**14** FORCES EN ACTION

## Traque aux Caraïbes

La frégate *Ventôse* patrouille en haute mer. Un *go fast* utilisé pour le transport de la cocaïne est repéré par avion. L'hélicoptère Panther décolle, un semi-rigide se lance à la poursuite des trafiquants : la chasse commence.



**44** DOSSIER

## Le soutien Psy du combattant

Du recrutement au terme de leur carrière, les armées assurent un suivi et un soutien psychologiques spécifiques et personnalisés de leurs soldats...



**60** DÉTOURS CULTURE

## La PAF pas à pas

Star internationale de l'aéronautique, la Patrouille acrobatique de France fête ses soixante ans. Mais comment travaillent tout au long de l'année ses neuf pilotes pour offrir un spectacle aérien aussi époustoufflant ?



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Directeur de la rédaction** : colonel (terre) Alban des Courtils. **Chef du bureau de la rédaction** : lieutenant-colonel (air) Bruno Cunat. **Rédacteur en chef** : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. **Rédacteur en chef adjoint** : commandant (terre) Xave Gaspard (01 44 42 48 01). **Conception graphique** : Daniel Kell. **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétariat de rédaction** : Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. **Chef des reportages** : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction** : Carine Bobbera (48 07), capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), enseigne de vaisseau Grégoire Chaumeil (40 04), Paul Hessenbruch (55 05) Éléonore Krempff (44 35), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29), Loïc Picard (stagiaire), aspirant (marine) Margaux Thuriot (48 11). **Prestations extérieures** : Laurent Henninger, Jean-Claude Jaeger, Michel Miraillet. **Service photo** : CC1 (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98), sergent (air) Rémi Connan (54 01). **Service icono** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication** : Thierry Lepsch : 01 44 42 32 42. **Photogravure** : Open Graphic Media. **Impression** : Imaye Graphic. **Routage** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. Dicot - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. **N° ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit** : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@dicod.defense.gouv.fr; **Contact publicité (ECPAD)** : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture** : Lutte contre le narcotrafic en mer des Caraïbes : J.-F. d'Arcangues@ECPAD

Seule unité spécialisée de défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique, le 2<sup>e</sup> régiment de dragons a mis en œuvre son savoir-faire lors de l'exercice Fortel, du 11 au 19 mars. Détection chimique, décontamination de zone... Les dragons de Fontevraud ont réussi chaque épreuve, obtenant ainsi leur certification nationale Otan.

PAR FLORA CANTIN / PHOTOS : JEAN-FRANÇOIS D'ARCANGUES / ECPAD

2<sup>e</sup> RD

# Masques et dragons

Dans ce local de munitions, un obus de la Première Guerre mondiale présente une fuite. Un opérateur NRBC muni d'un détecteur multigaz *miniwarm* teste la contamination éventuelle du lieu.





« Sous le masque, nous parlons peu, car il faut économiser l'oxygène. »

**En haut et ci-dessus, de gauche à droite : Mourmelon, 14 mars. La zone a été contaminée par un agent chimique. Les spécialistes du 2<sup>e</sup> RD passent les véhicules pollués au jet de décontamination. Les opérateurs NRBC traitent également le matériel et l'armement tandis que les hommes du 40<sup>e</sup> RA passent un à un sous le portique de décontamination. La douche est la dernière étape avant de réintégrer une zone propre.**

**Ci-contre et ci-dessous : Vouziers-Séchault, 15 mars. Un spécialiste NRBC prélève un échantillon de la substance échappée d'un obus. Il analyse ensuite ce prélèvement grâce à son détecteur chimique. Les voyants passent au rouge, un bip retentit : de l'ypérite, le fameux gaz moutarde, est décelé.**





**U**n vent glacial souffle sur Mourmelon. Une section du 40<sup>e</sup> régiment d'artillerie est contaminée par un agent chimique. Ordre est donné au capitaine Gimenez, commandant d'escadron au 2<sup>e</sup> régiment de dragons, spécialisé en défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), d'activer le site de décontamination au plus près de la « zone sale ».

Les opérateurs NRBC, protégés de la tête aux pieds par leur tenue légère de décontamination et par leur appareil normal de protection (ANP), s'activent autour du centre de reconditionnement du personnel. Auprès d'eux, des spécialistes de la décontamination des véhicules s'arment de jets reliés au système de décontamination approfondie et au véhicule de liaison de reconnaissance et d'appui. En quinze minutes, les dragons sont prêts à recevoir la section qui s'approche de la zone d'attente, ANP sur le visage.

Ce 14 mars, le 2<sup>e</sup> RD, commandé par le lieutenant-colonel Caudrillier, poursuit son exercice de certification nationale Otan. Seule unité terrestre spécialisée dans la défense NRBC, le régiment de Fontevraud s'apprête à devenir, en 2014, leader du bataillon NRBC de la *Nato Response Force* (NRF).

### Jambes écartées, bras en croix

Le lieutenant-colonel Jordan, chef du bureau opérations et instructions du 40<sup>e</sup> RA, explique : « Dans le cadre de la préparation opérationnelle décentralisée, nous profitons des structures du 2<sup>e</sup> RD pour nous réapproprier les savoir-faire NRBC. » La décontamination du petit matériel sensible comme l'armement effectuée, les soldats touchés, carte d'identification autour du cou, passent un par un sous le portique de décontamination. Jambes écartées, bras en croix, ils sont saupoudrés de terre de Foulon pour absorber les gouttelettes chimiques. Pour l'adjudant Le Masson, opérateur NRBC, rester silencieux va de soi : « Sous le masque, nous parlons peu, car il faut économiser l'oxygène. À force d'entraînement, les gestes deviennent automatiques, il n'y a pas d'incompréhension. » Après passage sous la douche de décontamination, la section arrive en « zone propre ». Mission réussie pour le 7<sup>e</sup> escadron du 2<sup>e</sup> RD.

Vouziers-Séchault, le lendemain. Des démineurs du 19<sup>e</sup> régiment du génie (19<sup>e</sup> RG) et une équipe de reconnaissance et d'évaluation (ERE) du 2<sup>e</sup> RD viennent d'être hélicoptés près d'un dépôt de munitions. Quelques heures plus tôt, l'alerte avait été donnée : le scénario indique que trois militaires ont été pris en charge par

l'équipe médicale avec de graves brûlures du système respiratoire. Cause probable : la découverte, dans un dépôt de munitions, d'un obus de la Première Guerre mondiale présentant une fuite. Les missions des hommes du 19<sup>e</sup> RG et du 2<sup>e</sup> RD : reconnaître le dépôt de munitions, effectuer un prélèvement sur la fuite et sécuriser l'obus. « Vous devez faire votre job en sécurité permanente. Le risque, ce sont les explosifs, rappelle le capitaine Sylvestre, chef incident. »

### Scène de crime ?

L'adjudant-chef Pronnier, spécialiste EOD (*Explosive Ordnance Disposal*), vêtu d'une combinaison de protection et d'un ANP, fouille les abords du dépôt. Ils doivent être dégagés de tout objet. « Pas d'indice d'explosif en visuel. L'accès au bâtiment est libre. On peut y aller, prudence quand même ! », annonce-t-il à l'adjudant Lefebvre, chef d'équipe ERE. La zone ressemble à une scène de crime. L'opérateur NRBC, armé de son détecteur multigaz *minivarm*, relève que les murs du dépôt n'ont pas été contaminés. Des photos de la zone et des munitions sont réalisées pour servir de preuves. L'adjudant Lefebvre, concentré, détaille à voix haute ce qu'il voit dans l'obscurité relative du dépôt : « Il y a une caisse de grenades et 3 obus de 155 mm posés sur une palette en bois. Pas de fuite visible mais la palette est tachée. Le liquide a dû l'imprégner, je ne peux pas effectuer de détection liquide. » Le spécialiste NRBC réalise un frottis sur le bois pour récupérer un maximum de substance avant analyse à l'aide de l'AP4C, appareil portable de contrôle de la contamination. Immédiatement, les lumières virent au rouge, des bips stridents retentissent. La détection est positive à l'ypérite. Les spécialistes du 2<sup>e</sup> RD pratiquent d'autres prélèvements. « Dans la réalité, un officier de police judiciaire serait présent pour escorter les écouvillons jusqu'à un laboratoire référent et y effectuer une analyse approfondie », indique le lieutenant-colonel Cuny, qui vient d'observer toute la scène. Contrôleur métier du Commandement des forces terrestres (CFT), il a pour mission de vérifier les savoir-faire techniques du 2<sup>e</sup> RD. « Ce régiment, directement subordonné au CFT, maîtrise les modes opératoires. Cela n'empêche pas un entraînement régulier, dans toutes les conditions possibles. Aujourd'hui, les menaces sont multiformes. Le terrorisme peut toucher le territoire national. Le 2<sup>e</sup> RD est à même d'intervenir », conclut, confiant, l'officier. La phase nationale de certification Otan est terminée. Rendez-vous est pris en Pologne en octobre, pour finaliser leur préparation en configuration multinationale. ■



**Début mars, la frégate *Ventose* patrouille en haute mer. Un *go fast*, embarcation utilisée pour le transport de la cocaïne, est repéré par avion. L'alerte est donnée : des tireurs d'élite rejoignent l'hélicoptère Panther qui décolle tandis que des marins lancent leur semi-rigide à la poursuite des trafiquants. La chasse commence...**



# Narcotrafic

# Traque aux Caraïbes

PAR GRÉGOIRE CHAUMEIL / PHOTOS : JEAN-FRANÇOIS D'ARCANGUES / ECPAD



Pirogue vénézuélienne arraisonnée par des marins du *Ventôse*. Les narcotrafiquants à son bord vont être emmenés sur la frégate.



« Mon attention se porte sur la discrétion dont le *Ventôse*, l'*Etraco* et le *Panther* doivent faire preuve. »

**Ci-dessus : l'équipage de l'*Etraco* fouille le *go fast* qu'il vient d'aborder. Les trafiquants n'opposent aucune résistance.**

**Ci-contre : cocaïne ou cannabis, à chaque prise d'une tonne, un nouveau symbole est affiché sur l'extérieur de la passerelle.**

**À droite : sa mission accomplie, l'équipe du *Panther* va regagner la frégate. Elle a lancé des fumigènes pour repérer la drogue jetée en mer et a effectué un tir de semence.**







**Q**uelque part en mer des Caraïbes. Au plus haut de la mâture, le radar du *Ventôse* balaye à 360 degrés un horizon sans fin. « *On dit que le soleil ne se couche jamais sur le Ventôse, parce que nous saisissons généralement les trafiquants de drogue la nuit* », lâche un marin, regard derrière des lunettes noires, accoudé au bastingage. Et pourtant. Il est 15h50 lorsqu'un avion C-26 américain détecte un « client » et transmet sa position à la frégate de surveillance. Le « client » est un *go fast*, une embarcation très rapide que les narcotrafiquants utilisent pour transporter de la cocaïne. Pour ses missions d'interception, le *Ventôse* travaille en coopération avec les services de renseignement français, internationaux et ceux des pays voisins. Qui a mis le navire sur la route de ce *go fast*? Nous n'en saurons pas plus. « *Vous êtes vernis*, souligne Pierre, le commandant adjoint opérations. *Une occasion comme celle-ci ne se présente que très rarement. La journée, les narcotrafiquants stoppent les moteurs et recouvrent leur embarcation d'une toile bleue pour tromper notre vigilance.* » Au sein des Forces armées aux Antilles (FAA), les frégates *Germinal* et *Ventôse* consacrent chaque année 150 jours de mer aux opérations antidrogue.

### **Une dizaine de tonnes de cocaïne saisie chaque année**

Annuellement, on estime à plus de 1 000 tonnes la coca cultivée en Amérique latine transitant par l'arc antillais à destination de l'Amérique du nord, de l'Afrique et de l'Europe pour un tiers. La cocaïne est d'ailleurs le deuxième produit stupéfiant le plus consommé sur le Vieux Continent. Une dizaine de tonnes par an est interceptée par les différentes administrations françaises concernées : douane, police nationale, Marine nationale, gendarmerie maritime... Huit services en tout. La Martinique est la seule collectivité territoriale outre-mer réunissant un éventail complet de capacités de lutte contre la drogue. Parmi toutes ces administrations, la Marine nationale, dont la base navale se trouve à Fort-de-France, est la seule à pouvoir intervenir en haute mer avec une capacité porte-hélicoptères. Car la voie maritime est la plus empruntée par les trafiquants, qui utilisent navires marchands, bateaux de plaisance, hors-bord et même, plus récemment, semi-submersibles. Ainsi, la zone d'opérations du *Ventôse* s'étend du golfe du Mexique jusqu'au milieu de l'océan Atlantique et de la Floride au Brésil. Il ne faut qu'une semaine aux trafiquants pour faire transiter leur marchandise de l'Amérique latine à l'Europe. Une traversée périlleuse et incertaine. ■ ■ ■



« Chaque prise sauve probablement des vies, c'est une guerre d'usure. »

**En haut : les trafiquants ont été neutralisés, les marins de l'Etraco récupèrent les ballots de drogue, preuves du délit.**

**Ci-dessus : au central opérations, le pacha et ses hommes ont les yeux rivés sur l'écran radar, guettant le meilleur moment pour intervenir.**

**À droite : la « pêche » est pesée ; les sept ballots contiennent 240 kilos de cocaïne. Ils sont immédiatement placés sous scellés.**



■ ■ ■ Avec le rappel au poste de combat, le bâtiment s'anime d'un bout à l'autre. Dans la course principale l'équipe de visite, composée du personnel du bord et de commandos marine, soit une dizaine hommes en tout, s'équipe. Ils doivent aborder le *go fast* et appréhender ses occupants depuis leur Etraco (embarcation de transport rapide pour commandos). Au même instant, sur le pont d'envol, un Panther, l'hélicoptère embarqué du bâtiment, est paré à décoller en moins de quinze minutes. À son bord, une équipe de tireurs d'élite prêts à stopper l'embarcation suspecte.

### Silence de cathédrale au « central »

Deux ponts plus haut, dans la pénombre du central opérations, le lieutenant de vaisseau Pierre est en liaison avec l'état-major des Forces armées aux Antilles qui délivre notamment les autorisations de tir délivrées par le préfet de Martinique, délégué du gouvernement pour l'action de l'État en mer. Au « central » règne un silence de cathédrale uniquement perturbé par les soubresauts de la radio et la ronde animée des écrans radars. Luc, le « pacha », a quitté la passerelle pour se rendre dans ce qui est désormais le centre névralgique du navire pour la conduite tactique des opérations. Ici, le temps est comme suspendu : en une poignée de minutes qui paraissent interminables, le Panther rejoint la position du *go fast*, à une vingtaine de nautiques, et survole pour transmettre sa description au *Ventôse*. « *Mon attention se porte d'abord sur la discrétion de l'action, intervient le commandant. C'est-à-dire la discrétion dont le Ventôse, l'Etraco et le Panther doivent faire preuve dans la phase de montage de l'opération jusqu'à ce que je décide, au moment opportun, de démasquer nos moyens et d'intervenir. C'est une des décisions les plus difficiles à prendre. Et naturellement, en plein jour, nous diminuons l'effet de surprise.* » Il s'agit d'une pirogue vénézuélienne d'environ 7 mètres occupée par 5 membres d'équipage a priori dépourvus d'armes. « *Selon l'identification transmise par notre hélicoptère, la coque de noix a été modifiée avec deux puissants moteurs de 250 CV. Mais elle n'avance qu'à faible vitesse. Elle doit être très chargée* », estime Olivier, le commandant en second. Presque au même instant, François, le pilote du Panther, alerte par radio : « *Drop, drop, drop, le go fast vient de jeter ses ballots à la mer. Je lance les marqueurs fumigènes.* » Dès cet instant, toute la difficulté est de mener l'intervention le plus rapidement possible pour récupérer les preuves du délit. La tension est palpable.

Les trafiquants, sourds aux appels radio du Panther, poursuivent leur course erratique. Enfin, le tir de semonce d'un des tireurs d'élite de l'hélicoptère devant l'embarcation met fin à sa fuite. « *Ces passeurs-là ne voulaient pas prendre de risques inutiles, analyse François après l'appontage de son Panther. Mais, si la situation l'exige, nous sommes prêts à mettre en œuvre un tir d'arrêt.* » Puis les hommes cagoulés de l'Etraco récupèrent les ballots de drogue. « *Lorsque nous avons abordé les trafiquants, ils n'ont pas manifesté de signe d'hostilité. Une fois la drogue jetée à l'eau, seuls restaient à bord quelques bidons d'essence. Très peu de nourriture et d'eau et aucun papier d'identité* », raconte l'enseigne de vaisseau Thibault, le chef de l'équipe de visite. Les membres de l'équipage sont rassemblés à l'avant du *go fast* pendant que les marins l'inspectent soigneusement. Ils sont ensuite emmenés à bord du *Ventôse*, où ils sont nourris, habillés et où ils passent une visite médicale. « *Parmi eux, il y a un père et son fils. Des pêcheurs sans doute. On peut lire sur leur corps, comme dans un livre ouvert, les cicatrices de la vie. Mais leur état général de santé est compatible avec les conditions de rétention* », selon Louis, le médecin.

### 240 kilos de cocaïne repêchés

Il n'est pas rare que les commanditaires payent leurs passeurs avec un kilo de cocaïne, ce qui représente environ 60 000 euros (entre 60 et 90 euros le gramme revendu en Europe). Les cinq présumés trafiquants pris par le *Ventôse* s'enferment dans le silence et refusent de signer le procès-verbal établi par Jean-Guillaume, le commissaire du bord : « *Toute l'opération et les preuves – photos, vidéos et tests chimiques sur les stupéfiants – sont consignées dans ce document. Plusieurs décrets confèrent au commandant, à son second ainsi qu'à certains officiers, des pouvoirs de police judiciaire et garantissent la légalité de notre intervention.* » Comme l'exige la procédure, les narcotrafiquants seront présentés dès le lendemain au procureur de la République à Fort-de-France. En attendant, la nuit est déjà tombée sur le *Ventôse*, lorsque les ballots de drogue sont transportés sur le pont du navire pour y être pesés et placés sous scellés. La pêche est fructueuse : les sept ballots contiennent en tout 240 kilos de cocaïne. C'est moins que le record, s'établissant à plus de deux tonnes en 2011. Peu importe. « *Chaque prise sauve probablement des vies, estime le commandant en second. C'est une guerre d'usure.* » La traque continue. ■

**Engagé dans l'armée de l'Air en 2006, Franck Alinat découvre qu'il peut renouer avec sa passion du sauvetage en intégrant le prestigieux escadron d'hélicoptères de Solenzara. En 2010, après une rude sélection, il devient un "plouf", sauveteur plongeur héliporté.**

# Faire « plouf » à tout prix

**C**orse, fin février. Un Super Puma de l'escadron d'hélicoptères (EH) 01/044 Solenzara de la base aérienne 126, spécialisé dans le sauvetage, stabilise son vol au-dessus de la zone indiquée par les pompiers. Quelques mètres plus bas, dans le maquis, un randonneur blessé est allongé, immobile. La victime est repérée. En sabord, la soute de l'aéronef s'ouvre. Deux hommes en combinaison Néoprène orange, attachés au treuil, s'apprêtent à descendre. « *Cent pieds de hauteur, plongeurs sur treuil, début de la descente. Plongeurs à 10 mètres sol. Plongeurs à 2 mètres sol. C'est bon, plongeurs au sol* », informe le chef de bord à la radio. L'aéronef au souffle puissant quitte la zone, laissant les deux professionnels venir en aide au randonneur. L'exercice de secours aéroterrestre est en cours. L'un des deux hommes est le sergent Franck Alinat, 28 ans, sauveteur plongeur héliporté sur la BA 126. Avec son binôme, le caporal-chef Yoann Hichard, il est l'une des dernières recrues sauveteurs plongeurs de Solenzara.

En 2006, il s'engage dans l'armée de l'Air. Deux ans plus tard, il découvre la spécialité de sauveteur plongeur, à Djibouti. « *Ce fut un déclic. Avant de m'engager, j'étais pompier volontaire et je voulais aller plus loin dans le secourisme* », explique le sergent, de retour d'exercice, après avoir troqué sa combinaison de plongée contre celle de personnel navigant. Comme tous les « plouf », (traduisez sauveteurs plongeurs héliportés), Franck est capable d'évoluer au sein d'un aéronef, de récupérer des naufragés ou des pilotes éjectés, d'effectuer des recherches sous-marines, d'être héli-treuilé en zone montagneuse... « *Il n'y a rien de compliqué. Nous nous entraînons régulièrement avec les hélicos. Grâce à cela, chaque geste effectué en exercice*

*devient un acte réflexe lors d'interventions difficiles. On bosse les cartes, les nœuds, la plongée... On connaît parfaitement les procédures* », précise Franck avec humilité.

L'escadron Solenzara est, en quelque sorte, « l'agence tous risques » du sauvetage. Ses spécialistes sont sollicités, en Corse comme sur le continent, lorsque les intervenants conventionnels (sécurité civile, pompiers...) ne possèdent pas les moyens nécessaires d'agir. Pour Franck, « *ce qui est formidable, c'est que l'on est capable d'intervenir en mer comme en montagne, de jour comme de nuit, dans des conditions climatiques extrêmes. Ce qui peut nous arrêter? Les limites techniques de l'hélico. Lorsque je me suis présenté aux tests de sélection, en juin 2010,*

« *Ce qui est formidable, c'est que l'on est capable d'intervenir en mer comme en montagne, de jour comme de nuit, dans des conditions climatiques extrêmes.* »

*je n'imaginai pas échouer. Le sauvetage, c'est ma vie. Je me suis intensément entraîné à la nage avec palmes, j'ai passé les niveaux de plongée dans le civil et je pratiquais régulièrement la musculation: je voulais mettre toutes les chances de mon côté* ». La sélection est rude, les instructeurs exigeants. Sur une trentaine de militaires, six ont été retenus aux côtés de Franck. Mais celui-ci veut aller plus loin et obtient en 2011 sa qualification opérationnelle de jour et de nuit.

L'adjudant-chef Guillaume Levejac, ancien commando de l'air et chef de l'escadrille d'instruction des sauveteurs plongeurs héliportés, a présélectionné Franck avant son passage à l'école de plongée de Saint-Mandrier : « *Il a toujours fait preuve*

*d'une bonne attitude lors des épreuves de groupe. Ce n'est pas quelqu'un qui écrase les autres pour se mettre en valeur. Physiquement, il est au top. Pour faire ce métier, il faut faire preuve d'humilité, de respect et être organisé. Franck possède tout ça.* » Aujourd'hui, les deux hommes interviennent ensemble sur des missions. Le courage est un trait de caractère commun aux sauveteurs plongeurs. En 2012, l'EH Solenzara a réalisé 24 sauvetages et récupéré une personne déjà décédée. Fin février, les plongeurs ont retrouvé deux personnes mortes dans des accidents. Franck ne veut pas en parler, souhaitant garder en mémoire les bonnes expériences. « *Le regard des gens que vous parvenez à secourir en dit long. Pas besoin de paroles, c'est fabuleux!* »,

s'exclame-t-il. La journée n'est pas finie. Direction le hangar des « ploufs » pour préparer le matériel nécessaire à l'exercice de plongée qui aura lieu le lendemain. Sur le tableau de la salle des opérations, il est indiqué que Franck sera d'alerte à 15 minutes, cette fois, en réel. En 2012, notre homme a effectué 110 hélitreuillages, environ 100 heures de vol et presque 100 heures de plongée. En septembre, il s'envolera pour la seconde fois vers la Guyane dans le cadre de l'opération Harpie (lutte contre l'orpaillage illécite). Sa vie de famille ? « *Ce n'est pas toujours facile mais ma femme comprend: elle est infirmière aux urgences à l'hôpital de Bastia.* »

Flora Cantin

> rencontre

En 2012, le sergent Alinat a effectué 110 hélitreuillages, environ 100 heures de vol et presque 100 heures de plongée.



## 29/04 MALI 6<sup>E</sup> SOLDAT MORT POUR LA FRANCE

**L**e caporal-chef Stéphane Duval, du 1<sup>er</sup> régiment parachutiste d'infanterie de Marine a été tué, après que son véhicule blindé léger a sauté sur un engin explosif. Il participait à une opération des forces spéciales visant à détruire des groupes terroristes. Cette opération de reconnaissance et de fouille était conduite par son unité dans le nord-est du Mali entre Tin Zaouaten et Boughessa, à proximité de la frontière algérienne. Âgé de 32 ans, déjà cité



à l'ordre de la brigade et titulaire d'une croix de la Valeur militaire, le caporal-chef Stéphane Duval était marié et père

de deux enfants. Deux autres soldats français ont également été grièvement blessés dans l'explosion.

## 23/04 MALI LA FRANCE REMET LES CLÉS DE TOMBOUCTOU AUX SOLDATS DE LA MISMA



**L**a cérémonie de transfert de l'autorité des Français de Serval au bataillon burkinabè de la Misma a eu lieu sur l'aéroport de Tombouctou. Les 600 hommes du bataillon du Burkina Faso, commandés par le colonel Gilles Bationo, sont venus prendre la place de l'Escadron d'aide à l'engagement du GTIA2. Les 200 premiers militaires du contingent burkinabè avaient rejoint les forces françaises et maliennes à Tombouctou dès le 10 avril. Durant deux semaines, Français, Burkinabés et Maliens avaient organisé des patrouilles mixtes, repéré les points clés de la ville et procédé à une passation progressive des consignes. La mission demeure la même pour les Burkinabés de la Misma : sécuriser Tombouctou et sa région conjointement avec les forces armées maliennes. Un détachement français de liaison et d'appui restera toutefois déployé afin de maintenir une bonne coordination entre les forces africaines et françaises.

## 14-18/04 GUYANE SUCCÈS DE L'OPÉRATION GECKO



**Q**uatre-vingts militaires des forces armées en Guyane, issus du 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine (9<sup>e</sup> Rima), accompagnés d'une vingtaine de gendarmes du groupe de pelotons d'intervention (GPI), sont passés à l'action, dans le cadre de l'opération Gecko, sur les sites d'Eau Claire et d'Enfant Perdu, dans l'ouest du département. Grâce à la rapidité et à la discrétion de

leur intervention, les commandos de recherche et d'action en jungle du 9<sup>e</sup> Rima et les gendarmes du GPI sont parvenus à surprendre les orpailleurs illégaux, pour la plupart des étrangers en situation irrégulière, permettant ainsi la saisie et la destruction de plus de 30 kilos de mercure et de nombreux véhicules et matériels utilisés par les pilliers.

## 15/04 MALI LE DISPOSITIF AÉRIEN DE SERVAL ALLÉGÉ

**D**ans le cadre du désengagement progressif des forces françaises au Mali, le nombre d'aéronefs a été réduit. Trois avions Mirage 2000 D, deux Rafale, ainsi qu'un Boeing C-135 de ravitaillement en vol ont regagné leurs bases aériennes, sur le sol français. Temporairement basés à Bamako ou N'Djamena, tous étaient engagés depuis le début des opérations au Mali. Désormais, le détachement aérien de Serval est composé de six avions Rafale, de trois Mirage 2000 D et de trois ravitailleurs C-135.



### 22/04 FRANCE FEU VERT À LA POURSUITE DE SERVAL

L'Assemblée et le Sénat ont voté à l'unanimité des suffrages exprimés en faveur de la prolongation de Serval, la mission française au Mali débutée le 11 janvier. Cette consultation des deux chambres parlementaires est obligatoire dès que l'engagement des forces françaises à l'extérieur dépasse les quatre mois. Au cours des débats, représentants du gouvernement, députés et sénateurs ont honoré la mémoire des cinq soldats français morts dans cette opération.

### 14/04 OCÉAN INDIEN LA FRANCE REPREND LA BARRE DE LA TF 150



Pour la huitième fois, la France prend le commandement de la *Task Force 150* (TF 150) dans l'océan Indien. Le capitaine de vaisseau Jean-Michel Martinet a succédé

au commodore australien Mac Hardie, en poste depuis décembre 2012, au cours d'une cérémonie qui s'est tenue à Manama (Bahreïn). Le commandement français prendra fin en août prochain.

Durant cette période, l'état-major de la TF 150 est embarqué à bord du bâtiment de commandement et de ravitaillement *Somme*. Composante maritime de l'opération *Enduring Freedom*, la TF 150 contribue à lutter contre le terrorisme international en participant à la surveillance et à la collecte de renseignements sur les flux maritimes de la zone orientale de l'océan Indien ainsi qu'à la conduite d'opérations d'interdiction maritime. La coordination interalliée s'est d'ailleurs illustrée le 7 avril avec une opération de recherche et de sauvetage de naufragés menée en collaboration avec la marine américaine.

### 08-11/04 DJIBOUTI TONNERRE D'ACIER LANCE SON ASSAUT AMPHIBIE

Tonnerre d'acier, exercice interarmées et interallié, a mobilisé 1 200 militaires du groupe Jeanne d'Arc et des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ). Sur la base d'un scénario d'évacuation de ressortissants, 50 véhicules blindés du groupement tactique embarqué (GTE) à bord du bâtiment de projection et de commandement *Tonnerre* ont été projetés sur la plage d'Arta. La manœuvre amphibie et aéroterrestre a été conduite avec l'appui aérien des FFDJ (2 Mirage 2000 D, 1 Puma, 1 Gazelle) et de trois F-16 de l'*US Air Force* engagés depuis

la base américaine de Djibouti. Le GTE a réalisé un raid de 15 km en profondeur pour sécuriser la zone afin de procéder à l'évacuation de 30 ressortissants vers le BPC *Tonnerre*. Dans le cadre de la coopération militaire franco-djiboutienne, quatre cadets des forces armées djiboutiennes ont été associés à cet exercice auquel participaient également une centaine d'officiers-élèves de la mission Jeanne d'Arc. Dès la fin de *Tonnerre d'Acier*, le BPC et l'ensemble du groupe Jeanne d'Arc ont rejoint l'opération *Atalante* de lutte contre la piraterie au large de la corne de l'Afrique.

### 25/03 DJIBOUTI LES FORCES MÉDICALES AU SECOURS DES DJIBOUTIENS

À la demande des autorités locales, les forces françaises stationnées à Djibouti sont intervenues après de violents orages qui ont frappé le territoire. Ce sont principalement des moyens médicaux et de secours qui ont été déclenchés. Deux équipes Medevac du centre médical interarmées ont été héliportées sur zone, accompagnées par un médecin djiboutien. Un camion de transport de troupe africain venait

d'être emporté par la crue d'un oued, au sud-ouest de Djibouti, entraînant la mise en péril d'une quarantaine de soldats. À l'heure du bilan, on comptabilisait neuf militaires djiboutiens décédés, 14 blessés et plusieurs autres, portés disparus. Parallèlement à ces opérations de secours et de recherche de militaires, les aéronefs français ont également été sollicités pour venir en aide à des civils piégés par les eaux.



## Contrôleur général des armées Jacques Feytis, directeur des ressources humaines du ministère de la Défense

« Douze chantiers ont été mis en place pour rétablir le fonctionnement normal de Louvois »

### Monsieur le contrôleur général, où en est Louvois ?

J'aimerais commencer par tirer un coup de chapeau à tous ceux qui s'investissent au quotidien dans les formations, la chaîne soutien ou chez les opérateurs pour que la situation s'améliore. Je pense également à toutes les personnes qui subissent les effets de cette crise et qui se sont retrouvées à un moment donné dans une situation financière délicate. Louvois a été conçu dans l'objectif de payer mieux et plus vite pour un coût moins élevé. Mais pour l'instant, les militaires ne peuvent le ressentir ainsi. Toutefois, je compte bien faire changer leur point de vue et leur prouver que le système peut fonctionner.

### Pouvez-vous nous faire un point de situation sur le plan d'action mis en place ?

Des actions concrètes ont été menées dans le cadre d'un plan d'urgence déployé de septembre à décembre 2012, parmi lesquelles :

- Le renforcement des effectifs du centre expert RH et Solde de l'armée de terre.
- La mise en place d'un fonds de 30 millions d'euros pour payer les personnels en situation délicate.
- La création d'une « cellule solde assistance » à Rambouillet composée d'une trentaine de personnes issues des armées, directions et services. Une dizaine de milliers de courriels et 25840 appels des administrés et GSBdD



M. GOMES@GA/DRH-IMD/COM

**Jacques Feytis : « Des actions concrètes ont été menées dans le cadre d'un plan d'urgence : renforcement des effectifs du centre expert RH et solde, fonds de 30 millions d'euros, création de la cellule solde assistance... »**

ont été reçus, entre octobre 2012 et avril 2013. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012, 10 149 dossiers ont été ouverts dont 92 % sont clos.

- Le groupe utilisateurs, créé en octobre 2012, continue à rassembler acteurs de la solde et représentants des militaires pour améliorer et mener des réflexions sur la qualité de service rendu par la chaîne solde.
- Une information régulière offerte par l'Espace RH solde, accessible sur Intradef et sur le site Internet du ministère : on peut par exemple y trouver les lettres *Info Soldes*, jointes aux bulletins mensuels de solde.

### Quelles seront les conséquences des dysfonctionnements de Louvois pour le calcul de l'impôt sur le revenu ?

Le ministère de la Défense a saisi Bercy afin de mettre en place une procédure adap-

tée pour traiter des revenus imposables des militaires concernés. Nous avons obtenu une dérogation qui permet que le revenu d'activité imposable 2012 des militaires impactés par les dysfonctionnements de la solde soit calculé sur le montant théorique qu'ils auraient perçu en l'absence de dysfonctionnements, pourvu qu'ils le remboursent immédiatement ou s'engagent à le rembourser. Le rétablissement définitif du montant imposable pour 2012 sera consolidé avec les administrés et gestionnaires de chaque armée.

Si les administrés ont des questions, des conseillers en droit fiscal sont à leur disposition au numéro vert 0 800 00 69 50, joignable du lundi au vendredi, de 8 à 18 heures ou par mail : [solde.assistance.fct@intradef.gouv.fr](mailto:solde.assistance.fct@intradef.gouv.fr)

### Quelles sont les perspectives ?

La situation est suivie de manière hebdomadaire à tous les échelons, jusqu'au niveau du ministre. Le plan d'action décidé par le ministre, à l'automne, a permis que soient versés en quelques mois les 30 millions d'euros dus aux militaires. Restent à régulariser 106 millions de trop-perçus qui concernent 65 000 militaires. Ces dossiers, dont certains sont extrêmement complexes, feront l'objet d'une étude approfondie. Les échéanciers de remboursement seront proposés aux personnels concernés et pourront faire l'objet d'aménagements pour ne pas les mettre en difficulté. Les notifications devraient être achevées avant fin 2013. La reprise pourra s'échelonner dans le temps jusqu'à 2015 pour les cas les plus complexes.

Par ailleurs, sur la base des audits demandés par le ministre, j'ai décidé de mettre en place 12 chantiers pour rétablir un fonctionnement normal de ce que l'on appelle « l'éco-système solde », c'est-à-dire Louvois et toute l'organisation environnante de la solde. J'aimerais que les administrés soient convaincus que la mobilisation du ministère est générale et qu'ils sachent que nous avons repris le contrôle de la situation. Tout n'est pas réglé mais nous avançons dans le bon sens. ■

**Propos recueillis  
par la rédaction**



# Pour être au cœur de la défense, ABONNEZ-VOUS !



Abonnement	Public			Spécial*		
	France	Dom-Tom par avion	Étranger par avion	France	Dom-Tom par avion	Étranger par avion
1 an (10 n <sup>os</sup> )	20€	30€	35€	15€	25€	30€
2 ans (20 n <sup>os</sup> )	35€	55€	65€	25€	45€	55€

\*Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Chaque mois, découvrez nos forces en action, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.



## BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom ..... Grade ou fonction .....

Adresse ..... Localité ..... Code postal .....

### Renseignements statistiques

Âge ..... Profession ..... Secteur d'activité ..... Nom de l'entreprise .....

### Abonnement souhaité

Normal  Spécial\*  France  Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an  2 ans Nombre d'exemplaires

\* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

# ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 02. Email : [roulage-abonnement@ecpad.fr](mailto:roulage-abonnement@ecpad.fr)

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

**Au terme des trois mois d'engagement militaire français et africain, les principales villes du Nord du Mali ont été libérées. Des élections devraient être rapidement organisées et une opération de stabilisation des Nations unies prendra le relais des troupes françaises et africaines.**

# MALI, LE TOURNANT STRATÉGIQUE



J. FARO©ARMÉE DE TERRE/EMA

25 avril. Jean-Yves Le Drian en déplacement en Afrique de l'Ouest. Le même jour, le Conseil de sécurité de l'ONU vote à l'unanimité la résolution 2100.

**D**ébut janvier, le Mali était menacé dans son existence même: une offensive lancée par des terroristes risquait de faire disparaître cette république, avec l'instauration d'un califat contrôlé par des djihadistes et des narcotrafiquants. Soucieuse du respect de l'intégrité territoriale de ce pays et ayant à l'esprit la Charte des Nations unies et les résolutions 2056, 2071 et 2085 (2012) du Conseil de sécurité, la France déploie ses forces dès le 11 janvier et reprend, en quelques semaines, aux côtés des forces armées maliennes, mais aussi tchadiennes et nigériennes, le contrôle de la quasi-totalité du territoire et notamment des villes du Nord. L'engagement massif de l'armée française au Nord-Mali, que ce soit par ses groupements blindés et ses forces spéciales, et dans la profondeur, grâce à ses Rafale et Mirage 2000, a permis de porter un coup décisif au projet de sanctuarisation jihadiste au Sahel. Le réduit d'Aqmi dans l'Adrar des Ifoghas tombe ainsi rapidement. Les éléments de Serval ont désorganisé les groupes terroristes et leur ont infligé des pertes significatives, écartant la menace qu'ils représentaient pour les populations septentrionales et les risques de leur implantation durable sur le territoire malien. Même s'il ne fait guère de doute qu'un certain nombre d'éléments terroristes se sont enfuis du pays ou fondus dans la population pour attendre que les circonstances leur offrent de nouvelles opportunités, le succès de l'opération Serval est incontestable.

Le Parlement français a, au demeurant, voté dans une rare unanimité des suffrages exprimés le prolongement de l'opération le 22 avril.

En se rendant, du 25 au 27 avril, successivement à Bamako, Niamey et N'Djamena, le ministre de la Défense a pu constater les progrès réalisés par Serval et redire sa reconnaissance aux forces françaises dans la région pour leur engagement décisif sur ce théâtre difficile.

Aujourd'hui, et c'était tout le sens de la visite de Jean-Yves Le Drian au Mali, au Niger et au Tchad, l'heure est à une nouvelle phase, celle de la stabilisation sécuritaire et de la normalisation politique. Le ministre a pu mesurer l'appui indéfectible de nos partenaires africains. Il a redit la reconnaissance de la nation pour le courage et l'engagement manifesté par nos forces sur l'un des terrains les plus difficiles qui soit. Avec le soutien déterminant des alliés de la France, qui, de Washington à N'djamena, ont prouvé leur détermination à lutter contre le terrorisme, Serval a atteint les objectifs que lui avait assignés le président de la République.

Le Mali connaît aujourd'hui un tournant stratégique et s'achemine vers la restauration de sa souveraineté avec l'aide de la communauté internationale.

### L'engagement de la communauté internationale

Elle s'engage en effet résolument sur ce conflit, prenant à son compte la poursuite des opérations de stabilisation au nord et d'aide à la refondation des institutions de sécurité et de défense.

Active au Niger à partir de juillet 2012, l'Union européenne conduit depuis mi-février une mission de formation des forces de défense et de sécurité maliennes (EUTM). Cette force est composée 550 hommes et femmes au total, issus de 22 nations européennes, pour un mandat initial de quinze mois. Sous commandement français, l'EUTM compte 150 militaires français, qui s'inscrivent notamment au sein la force de protection. Pour sa part, et conjointement avec la Cedeao, l'Union africaine s'est de son côté pleinement investie sur le théâtre malien en constituant une Mission internationale de soutien au Mali (Misma). Forte de 8000 hommes, cette force comprend des contingents d'une douzaine de pays d'Afrique subsahar-

ienne, dont le Niger, le Tchad et le Nigeria qui en constituent les principaux contributeurs.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité, le 25 avril dernier, la résolution 2100 autorisant la mise en place d'une force de stabilisation de 12 600 casques bleus (Minusma) qui absorbera les éléments de la Misma. Cette mission devrait être opérationnelle en juillet afin d'accompagner le désengagement français et de permettre l'organisation, dans les meilleures conditions, des élections générales maliennes. La France restera naturellement présente dans la région, à la fois à travers sa participation à l'état-major de la Minusma

## L'heure est à la stabilisation sécuritaire et à la normalisation politique



ESKINDER DEBEBE@UN PHOTO

mais aussi en maintenant une présence dissuasive grâce à ses moyens prépositionnés dans la région.

Par son action déterminante, la France a permis au Mali d'engager de façon décisive un processus de reconstitution politique et d'engager l'indispensable processus de dialogue intermalien. Une commission nationale de réconciliation a été mise en place en mars et des élections présidentielles devraient se dérouler en juillet.

**Michel Miraillet,**  
directeur de la Délégation aux affaires stratégiques

# FELDBERG 13, LA BRIGADE FRANCO-ALLEMANDE

**Partition sans faute pour la Brigade franco-allemande (BFA), qui a prouvé sa capacité opérationnelle lors de l'exercice ayant eu lieu du 6 au 22 mars en Allemagne. Malgré les différences de culture de commandement, Français et Allemands ont démontré leur interopérabilité et renforcé leur cohésion, concrétisant l'une des aspirations du traité de l'Élysée signé il y a cinquante ans.**



A. KARAGHEZIAN@ECPAD

Un AMX 10 RC du 3<sup>e</sup> régiment de hussards appuie la progression d'un groupe d'infanterie du 292<sup>e</sup> bataillon de chasseurs allemands.

# FRANCO-ALLEMANDE DE CONCERT

**E**st de l'Allemagne, – 15 °C. Un camp de manœuvre immense, nous sommes à Oberlausitz. Françaises et allemandes, toutes les unités de mêlée, d'appui et de soutien de la brigade franco-allemande (BFA) sont rassemblées du 6 au 22 mars pour un grand exercice commun. Objectif : manœuvrer conjointement pendant deux semaines, tester l'interopérabilité des unités, favoriser la cohésion et les échanges. Certains se connaissent déjà. Cela n'empêche pas de s'intéresser de près au matériel de l'autre. La curiosité et l'envie d'essayer sont d'autant plus fortes que Feldberg 13 représente un cadre propice pour de tels contacts. Sur le camp d'entraînement, entre deux Schiessbahn (champ de tir), un véhicule en panne est pris en charge par les mécaniciens du bataillon de commandement et de soutien (BCS), unité mixte de la BFA. Plus loin, des escadrons et compagnies du 3<sup>e</sup> régiment de hussards (français) et du 291<sup>e</sup> bataillon de chasseurs (allemand) s'entraînent à manœuvrer côte à côte. Mais le point d'orgue de l'exercice est la phase de restitution impliquant toutes les unités de la brigade.

## Orchestre philharmonique

« On pourrait comparer cela à un orchestre philharmonique. Chaque famille d'instruments répète dans son coin durant l'année, et le rôle du chef d'orchestre est de parvenir à harmoniser l'ensemble », explique le lieutenant-colonel Kuhlmann, chef de corps du 292<sup>e</sup> bataillon de chasseurs (292<sup>e</sup> BC). C'est là tout l'enjeu de Feldberg 13 : parvenir à mettre en musique des actions binationales, coordonnées. « C'est un véritable succès. Je pense qu'à travers cet exercice, nous prouvons notre capacité opérationnelle et notre valeur ajoutée », se félicite le général de brigade Gert-Johannes Hagemann, commandant de la BFA. Née en 1989, la BFA est le symbole le plus abouti de la coopération militaire franco-allemande : une brigade binationale dont

l'état-major est intégré et dont les unités sont implantées de part et d'autre du Rhin. Créée dans l'esprit du traité de l'Élysée, elle a notamment été déployée en Bosnie-Herzégovine (1996-1998) et en Afghanistan (2004-2005). La BFA est également la « force d'entrée en premier » de l'Eurocorps. Et Feldberg 13 permet de tester cette capacité. Plusieurs scénarios sont imaginés, comme une progression en zone urbaine permettant de travailler l'interopérabilité entre unités françaises et allemandes d'infanterie et de génie. « Aujourd'hui, les opérations extérieures sont majoritairement multinationales. Au sein de la BFA, nous vivons cette multinationnalité de façon quotidienne, ce qui nous donne un avantage certain car nous sommes habitués à travailler ensemble. Notre faculté d'adaptation est accrue », s'enorgueillit le colonel Wallerand de Madre, colonel-adjoint de la BFA.

## Mixité du commandement

Toutefois, les différences existent entre Français et Allemands. Par exemple, la Panzerkompanie 550 allie les capacités d'une unité d'infanterie et de génie, une spécificité allemande. La culture de commandement n'est pas non plus identique. Mais elle ne représente pas un problème, car nombre d'officiers connaissent la culture du pays partenaire. C'est le cas du capitaine Nils Neumann, officier adjoint de la 4<sup>e</sup> compagnie du 291<sup>e</sup> bataillon de chasseurs : « J'ai suivi mon cours de futur commandant d'unité en France. Cela me permet de mieux appréhender la culture de commandement française. Cette faculté m'est utile tous les jours au sein de la BFA. »

Sous le soleil glacial d'Oberlausitz, Français du 110<sup>e</sup> RI et Allemands du 292<sup>e</sup> BC, tous deux basés à Donaueschingen (Allemagne), s'entraînent. « Nous échangeons autant que nous le pouvons, mais la mixité ne descend pas en deçà du commandement de la compagnie : la barrière de la langue demeure un facteur important », explique le capitaine Rodolphe Barkhausen, commandant la compagnie d'éclairage et d'appui du 110<sup>e</sup> RI. À l'échelon d'exécution, pas de mixité : à ce niveau, il est capital de combattre dans sa langue maternelle. Au-delà des différences, l'exercice de la BFA revêt un caractère particulier en cette année 2013, cinquantième du traité de l'Élysée de coopération entre Paris et Berlin. Mais plus qu'un symbole de coopération franco-allemande, pour le général Hagemann, « la BFA est... – en allemand on dit blaupause – un modèle pour la coopération militaire en Europe. » ■

Margaux Thuriot

# CEFOS, UN CENTRE TOTALEMENT OPÉRATIONNEL

**Ouvert en juillet 2012 près de Lyon, le Centre de formation opérationnelle santé (Cefos) a déjà accueilli plus de 2 300 stagiaires. Médecins, infirmiers, auxiliaires de santé... y sont entraînés à exercer leur métier dans les conditions les plus proches de celles des théâtres d'opération.**

**L**a faculté enseigne la médecine et, au Centre de formation opérationnelle santé, nous en enseignons les applications militaires sur le terrain », résume le médecin chef des services de classe normale (MCSCN) Christian Belat, chef de ce centre communément appelé Cefos. Celui-ci a été créé en juillet 2012. Sous la direction de l'École du Val-de-Grâce, il est implanté sur le site du camp de la Valbonne, près de Lyon, où il partage ses moyens pédagogiques avec le régiment médical.

Le Cefos dispense des enseignements et instructions opérationnels destinés à des médecins et des infirmiers, mais aussi à des militaires souhaitant devenir auxiliaires sanitaires ou ambulanciers dans les armées. Objectif : les préparer à réagir efficacement face aux situations rencontrées en opération extérieure. « La politique actuelle de rationalisation et d'optimisation des moyens a encouragé ce regroupement de formations, souligne le médecin général inspecteur Maurice Vergos, directeur de l'École du Val-de-Grâce. Certains organismes existaient déjà, mais ont été fusionnés et relocalisés ici pour davantage de cohérence. Le Cefos accueillera quasi tout le personnel santé susceptible d'être projeté sur les théâtres extérieurs. »

Le centre est constitué de 3 entités. La division préparation opérationnelle santé (DPOS) prépare le personnel du service de santé des armées à être projeté. La division d'instruction santé des armées (Disa) se charge de la formation des auxiliaires sanitaires et ambulanciers, des secouristes du travail ou encore des sauveteurs au combat de niveau 2 de toutes les armées. Quant à la division formation de médecine des forces terrestres (DFMFT), elle accueille les médecins et infirmiers ayant choisi une première affectation dans

l'armée de Terre et assure les formations spécialisées à un environnement de crise (décontamination, module accueil d'un blessé grave). Les salles de cours sont partagées pour des séminaires, des exercices pratiques et des simulations qui sont animées par

des intervenants permanents ou extérieurs en fonction des thématiques. Au total, une quarantaine de formations, allant d'une journée à 20 semaines, sont dispensées sur l'année. « Le fait de pouvoir se rassembler sur un seul site permet de mettre sur la table des réflexions de manière collégiale, afin de devenir plus performants et de coller aux exigences du moment, soit parce que de nouveaux théâtres ont été ouverts, soit parce que le matériel technique s'est amélioré », constate le MCSCN Belat.

## Connaître l'Afghanistan, le Liban, le Tchad...

À la DPOS, les formations sont adaptées aux théâtres de projection afin que le personnel appréhende mieux ce qu'il va y trouver. « Nous en avons pour l'Afghanistan, le Liban, le Tchad, et, en avril, nous avons mis en place une formation pour la Guyane, car les retours d'expérience nous ont signifié un besoin réel pour les missions effectuées dans cette zone », ajoute le chef du Cefos. Pendant 3 jours, plus de 30 stagiaires ont ainsi découvert les spécificités de ce département d'outre-mer. Missions militaires, environnement, dispositif santé, pathologies ou encore épidémiologie, tous les sujets ont été abordés. « Cette formation est un atout :



PHOTOS : J.-J. CHATAUD@DIDICOD

**Des mannequins télécommandés par des formateurs présentent des symptômes – absence de pouls, vomissements, etc. – très proches des pathologies rencontrées. Les paramètres de ces robots sont revus en temps réels selon les actions des stagiaires. La pratique répétée des gestes doit permettre de maîtriser le matériel et d’acquérir les réflexes qui seront nécessaires, voire vitaux, une fois sur le terrain.**

*nous allons arriver sur les lieux en connaissant les conduites à tenir, donc nous gagnerons du temps* », remarque le médecin Morgane Berry, adjointe au centre médical des armées de Clermont-Ferrand. La DPOS organise également des stages pour préparer les directeurs médicaux de théâtre ou encore au profit des médecins qui auront à gérer un poste de secours dans une chaîne santé multinationale. Enfin, certains modules seront consacrés à l’anglais opérationnel.

Pour les jeunes médecins et infirmiers ayant choisi une première affectation dans l’armée de Terre, la DFMFT organise

des sessions de spécialisation aux fonctions d’une unité médicale opérationnelle. À titre d’exemple, des stagiaires peuvent suivre des cours avancés de chirurgie des missions extérieures afin d’apprendre à utiliser le matériel d’une antenne chirurgicale et à développer des techniques chirurgicales de sauvetage. De même, ils peuvent être intégrés à une unité médicale de décontamination pour apprendre à travailler avec une TLD (tenue légère de décontamination) et traiter des patients irradiés ou contaminés chimiquement.

Enfin, la Disa forme des personnels des armées de ■■■



**Une tente médicalisée de type poste de secours permet une vraie mise en situation. Les stagiaires y brancardent les mannequins blessés et les soignent.**

J.-J. CHATAUD@DICO



« Avec cette formation, les stagiaires acquièrent des bases techniques dans les conditions les plus proches possible de la réalité, ceci grâce au choix du terrain et des scénarios. »

■■■ Terre et de l’Air, des gendarmes et des pompiers souhaitant devenir auxiliaire sanitaire, ambulancier, secouriste de combat ou encore sous-officier administratif du Service de santé. « Être au Cefos nous permet de disposer de plus de moyens logistiques pour former », constate l’adjudant Régis Clément, chef de la section FSE-ASS (formation de spécialité élémentaire – auxiliaire sanitaire spécialisé).

### « Salle de simulation Sarajevo »

En avril dernier, 23 stagiaires, dont 2 militaires du rang, ont suivi une formation de spécialité élémentaire pour devenir auxiliaire sanitaire et ambulancier. « L’objectif est d’entraîner ces personnels à prendre en charge les blessés de guerre », commente l’adjudant Clément. Après les cours théoriques, les stagiaires commencent l’apprentissage des gestes techniques en évoluant dans plusieurs salles. L’une d’elles reproduit une chambre d’hôpital et permet de travailler sur la manipulation d’un patient et les gestes d’urgence. Un immense hangar, dénommé « salle de simulation Sarajevo », accueille les stagiaires FSE-ASS, mais également ceux de la spécialité initiale d’auxiliaire sanitaire et du sauvetage au combat de niveau 2.

Dans ce lieu se dressent une unité médicale opérationnelle de type poste de secours, une construction reproduisant une maison en ruine, des véhicules de l’avant blindés sanitaires et un hélicoptère. Depuis décembre 2012, les stagiaires y brancardent et y soignent des mannequins télécommandés par leurs formateurs. « Grâce à cela, nous pouvons imiter de nombreux symptômes, explique l’infirmier de classe normale (ICN) Alexandre Okaz, chef de la cellule SC2. On repro-

duit les bruits de la respiration, les vomissements, l’absence d’un pouls radial, etc. pour être plus proche de la réalité. Ces mannequins présentent l’intérêt de pouvoir évoluer en temps réel. En fonction des gestes de l’apprenant, on ajuste les paramètres. » La pratique répétée des gestes techniques dans cette salle permet d’acquérir des réflexes et de maîtriser le matériel utilisé en opération extérieure. Le Cefos souhaite développer la simulation à son meilleur niveau comme support pédagogique. « À court terme, on envisage d’équiper la salle de jeux de lumière afin de reproduire le travail de nuit ainsi que de caméras pour analyser les gestes et les erreurs des stagiaires », précise l’ICN Okaz.

### Effets visuels, sonores et olfactifs

Après plusieurs jours de formation théorique et pratique, les stagiaires de la Disa sont emmenés en terrain libre pour des exercices effectués dans des conditions encore plus proches de la réalité. Ils doivent apprendre à identifier les blessures, pratiquer des gestes techniques, vérifier les constantes des victimes, les brancarder jusqu’à une unité médicale opérationnelle... « Avec cette formation, ils acquièrent des bases techniques dans les conditions les plus proches possible de la réalité, ceci grâce au choix du terrain et des scénarios auxquels on ajoute des effets visuels (fumées), sonores et olfactifs. Mais ce qui achèvera leur aptitude à la mission opérationnelle, c’est la pratique avec leur unité après leur formation au Cefos », conclut Alexandre Okaz. Toutes spécialités confondues, plus de 2 300 stagiaires ont déjà franchi les portes du Cefos depuis août 2012. ■

**Nelly Moussu**





**Découvrez  
une activité qui vous ressemble !**

Nos clubs sont accessibles au personnel de la défense en activité et leur famille, aux réservistes, aux anciens, ainsi qu'à toutes les personnes du monde civil qui partagent nos passions et nos valeurs fortes. Proposer en permanence des activités accessibles au plus grand nombre, favoriser le lien social, assurer, former et accompagner responsables et adhérents de nos clubs... sont les raisons d'être de la fédération des clubs de la défense.

**Renseignez-vous dès aujourd'hui sur :**

[www.lafederationdefense.fr](http://www.lafederationdefense.fr)

**94**  
activités  
sportives

**450**  
clubs dont 44 clubs  
hors métropole

**77**  
activités  
culturelles



[contact@lafederationdefense.fr](mailto:contact@lafederationdefense.fr)

La fédération des clubs de la défense  
BP 83 - 92243 Malakoff Cedex

Agrément n° MJSK0470228A (JO du 20 novembre 2004) du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Membre du comité national olympique et sportif français.

# Serval

## LOGISTIQUE, L'AUTRE COMBAT

**Nourriture, eau, carburant, munitions, transmissions... Pour soutenir les forces engagées au Mali, vaste pays désertique aux infrastructures routières et aéroportuaires limitées, un état-major logistique opérationnel a été mis en place. Mille soldats du bataillon logistique, bras armé de l'adjoint de soutien interarmées, sont répartis sur le théâtre pour apporter leur soutien au plus près aux forces...**

**C'**est l'autre succès de l'opération Serval. « *Une gageure* » de l'avis de spécialistes. À tout point de vue, le Mali a un goût d'inédit dans le domaine du soutien intrathéâtre. En effet, si la logistique est aussi vieille que la guerre, elle est chaque fois à réinventer. Elle agit au profit de la force comme un démultiplicateur d'effets pour engager l'action, la maintenir et la faire monter en puissance si besoin. En intervenant à tous les niveaux, du stratégique au tactique, elle est le moyen qui permet la fin. D'aucuns la considèrent comme un art capable

de changer le cours d'un conflit avec ses règles et ses équations aux mains des décideurs militaires. Une fois sur le théâtre, plusieurs facteurs influencent la logistique, parmi lesquels la durée de l'opération et sa nature. Pour Serval, l'avancée foudroyante des troupes françaises dès les trois premières semaines de combats a surpris les groupes terroristes... et les logisticiens qui ont dû s'adapter coûte que coûte. Et l'effet militaire recherché sur le terrain est tributaire des chaînes logistiques qui garantissent la continuité et la rapidité de l'approvisionnement.

A. KARAGHEZIAN@ECPAD



**En haut : fin janvier au Sénégal, les marsouins du 3<sup>e</sup> escadron du régiment d'infanterie chars de marine (RICM) préparent des obus de 105 mm pour leurs AMX 10 RC, avant de prendre la route pour le Mali.**

**De gauche à droite : départ, début mars, vers le nord du Mali d'un Renault trucks Kerax 430 du Service des essences des armées. Les marsouins du RICM déchargent les conteneurs. L'équipe médicale procède à la distribution des trousseaux individuelles du combattant.**



Pour stopper l'avancée des groupes terroristes et permettre à l'État malien de recouvrer son intégrité territoriale, il a fallu une intervention forte et massive des armées françaises. Quelques chiffres : 4 000 soldats sont engagés dans l'opération Serval. Au plus fort des opérations en Afghanistan, les troupes au sol n'ont pas dépassé ce chiffre. Des centaines d'engins de tous types sont entrés en action : blindés, véhicules de combat d'infanterie, canons d'artillerie Caesar. Forces spéciales, hélicoptères, drones, chasseurs de l'armée de l'Air et avions de

patrouille maritime de la Marine complètent le tableau. Au-delà de cet inventaire à la Prévert, l'engagement au Mali est, de ce point de vue, la plus importante opération nationale de ces cinquante dernières années. Ce sont donc autant d'hommes qu'il faut habiller, nourrir, armer, transporter et soigner. Autant de véhicules et d'aéronefs qu'il faut ravitailler en carburant, maintenir en condition et réparer si besoin. Et, naturellement, dans ce milieu désertique où tout manque, les besoins de la force sont démultipliés. Le Mali est un territoire vaste comme ■■■



O. DEBES@ARMÉE DE TERRE



A. KARAGHEZIAN@ECPAD



A. KARAGHEZIAN@ECPAD

■ ■ ■ presque deux fois la France. Près de 1800 kilomètres séparent Bamako (au sud du pays) de Tessalit (à l'extrême nord). À titre de comparaison, en Afghanistan l'armée française a soutenu ses forces à une centaine de kilomètres de Kaboul. Autres contraintes : enclavé à l'intérieur de l'Afrique occidentale, le Mali n'offre pas d'accès à la mer pour le ravitaillement. Les conditions climatiques sont rudes, les températures maximales de l'année flirtent avec les 45 °C et on compte seulement deux jours de pluie depuis le 21 janvier. Le nord fait partie d'un des plus vastes déserts chauds du monde : le Sahara. Le centre, entre steppe et savane, fait place à des températures sèches. Le Niger qui y fait sa boucle, s'entoure ici et là de marécages. Le décor est planté. Restent les aéroports. Ils sont neuf au total dont six internationaux. Mais le principal, celui de Bamako, offre une capacité d'accueil limitée et les autres souffrent de la mauvaise qualité de leurs pistes. Là encore, la chaleur limite les performances, donc les capacités d'emport des avions. Le réseau routier, quant à lui, est peu développé et les principaux axes sont peu ou pas goudronnés.

### Le soutien log, une problématique à tiroirs

Lors de la projection initiale, les unités ont emporté trois jours de combat en eau, vivres et munitions et le Centre de planification et de conduite des opérations, à Paris, a fait acheminer les compléments en attendant qu'une structure logistique soit constituée sur le théâtre. Une fois l'état-major logistique à Bamako devenu opérationnel et le format de la force atteint, les unités déployées émettent leurs besoins à leur seul interlocuteur, l'adjoint de soutien interarmées (Asia), qui est le conseiller logistique du général commandant l'opération. Il réunit autour de lui les différentes fonctions logistiques qui pilotent un savant maillage sur le théâtre d'opération (voir carte). L'axe opérationnel et logistique est en ligne droite sud-ouest/nord-est. Le PC du Bataillon logistique (Batlog), le bras armé de l'Asia sur le terrain, est installé à Gao. Il commande trois sous-groupements logistiques répartis à Bamako, Gao et Tessalit pour décentraliser le soutien et l'apporter au plus près de la force. Y œuvrent près de 1 000 militaires, soit un quart de la force, issus de plusieurs dizaines d'unités différentes. Pour le colonel Dominique Cambournac, l'Asia,



O. DEBES@ARMÉE DE TERRE

aucun doute : « La polyvalence des personnels sur l'ensemble des fonctions du soutien ainsi que leur aptitude à opérer en zone hostile ont contribué aux premiers succès de la force Serval et de ses alliés. »

L'étendue du spectre de ses actions et la diversité de ses moyens font du soutien une problématique à tiroirs : nourriture, munitions, soutien sanitaire, maintien en condition du matériel, transmissions... Mais, pour le colonel Jean-



A. KARAGHEZIAN@ECPAD



A. ROINE@ECPAD/EMA



**Ci-contre:**  
**À Bamako ,**  
**le Service des**  
**essences des**  
**Armées a mis en**  
**place un dispositif**  
**de stockage et**  
**d'approvisionnement**  
**en hydrocarbures.**  
**Ci-dessous: les**  
**livraisons par air ont**  
**considérablement**  
**réduit les délais**  
**d'acheminement du**  
**ravitaillement.**  
**À droite:**  
**un soldat se**  
**désaltère par une**  
**température de**  
**45 °C..**

Louis Velut, à la tête du Batlog, « *nos axes d'effort se sont portés sur deux ressources essentielles en milieu désertique, l'eau et le carburant* ». Pour les chefs militaires, la satisfaction des besoins en énergie des forces est une donnée primordiale qui garantit l'autonomie au combat. Dans un espace géographique où la ressource pétrolière est inaccessible, le carburant est vital pour assurer le mouvement des vecteurs de force et pour produire l'électricité

« Nos axes d'effort se sont portés sur deux ressources essentielles en milieu désertique, l'eau et le carburant. »

indispensable au bon fonctionnement des installations militaires. Une centaine d'hommes et une soixantaine de camions-citernes et de remorques s'attellent à cette tâche colossale. Pas moins de 70 000 mètres cubes de carburant pour véhicules terrestres et 82 000 pour aéronefs ont été consommés depuis le début de l'opération grâce à des contrats passés auprès de sociétés pétrolières locales. En ce qui concerne l'eau, les pénuries dues au milieu créent une forte pression entre l'offre et la demande. Et

les besoins sont considérables : en milieu sahélien, la consommation quotidienne d'eau d'un combattant est de l'ordre d'une dizaine de litres. Rien que pour alimenter les 1 200 hommes présents à Tessalit, il faut l'équivalent de deux conteneurs chaque jour. L'ensemble de la force consomme 40 tonnes d'eau quotidiennement, soit deux avions-cargos C-130. La « log » est aussi une affaire de statistiques. Il faut encore faire des stocks, conditionner, charger et acheminer le ravitaillement.

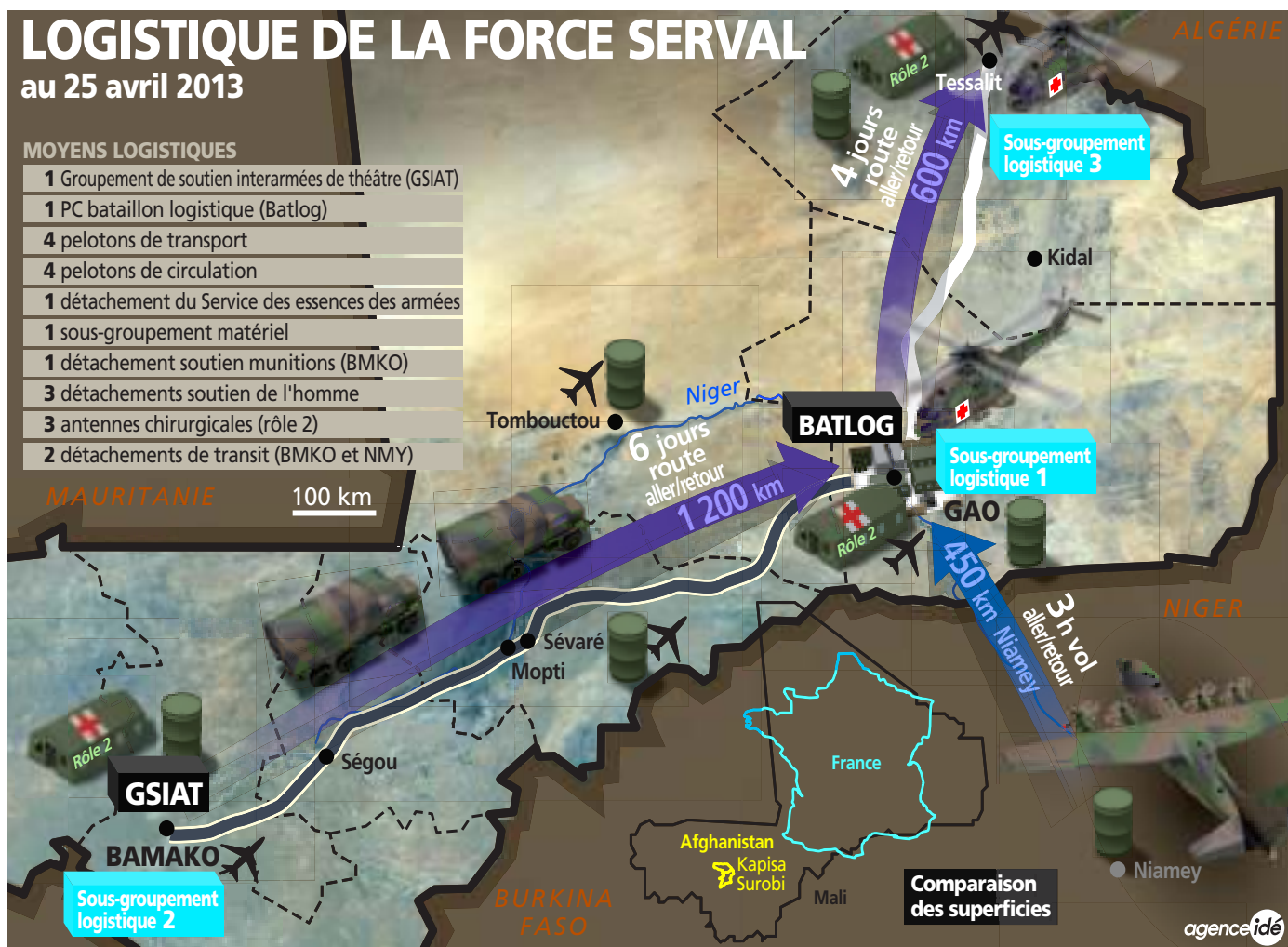
Le 511<sup>e</sup> régiment du train, qui arme principalement le Batlog, ravitaille, le long des pistes, les convois des forces sur leur zone de déploiement. Ces liaisons en terrain hostile sont délicates car elles représentent une cible de choix pour l'ennemi. Quatre pelotons de transport assurent cette mission, renforcés pour leur escorte par quatre pelotons de circulation. Depuis le déclenchement de l'opération, les vecteurs logistiques terrestres ont parcouru 1,5 million de kilomètres et transporté l'équivalent de 750 conteneurs. Il faut trois jours pour rallier Bamako à Gao sur une infrastructure globalement bonne. ■■■

# LOGISTIQUE DE LA FORCE SERVAL

au 25 avril 2013

## MOYENS LOGISTIQUES

- 1 Groupement de soutien interarmées de théâtre (GSIAT)
- 1 PC bataillon logistique (Batlog)
- 4 pelotons de transport
- 4 pelotons de circulation
- 1 détachement du Service des essences des armées
- 1 sous-groupe matériel
- 1 détachement soutien munitions (BMKO)
- 3 détachements soutien de l'homme
- 3 antennes chirurgicales (rôle 2)
- 2 détachements de transit (BMKO et NMY)



■■■ Au-delà, elle se dégrade. Il faut le même temps pour monter ensuite au nord, à Tessaalit, alors que les distances sont deux fois moindres. Pour raccourcir ces délais, un millier de missions de transport aérien ont été menées en trois mois. Pour le fret et le personnel, les liaisons tactiques sont assurées par 11 appareils français mais également 6 avions alliés (belges, danois, espagnols et allemands). Des C-130 belges et danois ont contribué à la mise en place du groupement aéromobile et des antennes chirurgicales avancées à Tessaalit. Niamey, au Niger voisin, permet d'éviter la saturation de l'aéroport de Bamako. Le vecteur aérien a été essentiel pour reconstituer les sous-groupements logistiques.

### Livraison par air de matériels lourds

Aux côtés du personnel de l'armée de l'Air, les soldats du 1<sup>er</sup> régiment du train parachutiste ont participé à des livraisons par air de matériels lourds, notamment sur les sites de Tombouctou, Gao et Kidal. Reste un point essentiel: comment organiser le ravitaillement en munitions des unités de combat les plus éloignées des bases logistiques? « *Un dépôt a été très vite mis en place à Tessaalit où ont été acheminées les munitions*, rapporte le lieutenant-colonel Herveau, en charge du ravitaillement à l'état-major logistique à Bamako. *Ce qui a permis aux moyens des GTIA, dont c'est la respon-*

*sabilité, d'effectuer la dernière boucle logistique jusqu'à la zone de combat.* »

Le Mali est sûrement un tour de force logistique sans précédent car, lors de la guerre du Golfe, la montée en puissance avait duré plusieurs mois; tandis qu'en Afghanistan, les zones d'opérations étaient incomparablement plus petites. Pour Serval, comme pour toute opération, la logistique pourrait se résumer à la formule: « *Au bon endroit, au bon moment* », traduisez réactivité et anticipation. Car le dispositif militaire est rarement stable. Il s'allonge ou s'étire au rythme rapide des opérations. Ici, plus qu'ailleurs, la logistique a sans doute dicté les modes d'action des manœuvres: « *À défaut, les unités de l'avant s'exposeraient à combattre avec une logistique réduite qui conduirait à très court terme à son incapacité à remplir ses missions* », argue le colonel Cambournac. Pour les semaines à venir, les logisticiens préparent l'arrivée de la saison des pluies – de juillet à septembre – qui peut ralentir les mouvements. Quatre mois après le début de l'intervention française, la réduction du dispositif, qui a commencé début avril, allégera sensiblement leur charge. Mais « *même à effectif réduit, tant qu'une position est occupée, en termes de distance et de vecteur, la difficulté persistera car il faut bien assurer un flux logistique* », conclut le colonel Cambournac.

**Grégoire Chaumeil**

# Légion Étrangère / 150 ans de Camerone

En partenariat avec la Légion étrangère, la montre AG6 série Officielle est tirée en Édition limitée à 150 pièces. Un message signé du Général accompagne chaque montre numérotée et gravée.



Crédit photo Légion : Jean-Baptiste Degrez

## MATWATCHES TIMER OPS LÉGION ÉTRANGÈRE

### Mouvement chronographe quartz

Verre minéral renforcé, boîtier acier 316L traité PVD-42mm de diamètre, couronne et fond vissés, étanchéité 200m, cadran et aiguilles traités Superluminova, bracelet tactique en toile.

Tarifs préférentiels / Légionnaires.

## MATWATCHES AG6 LÉGION ÉTRANGÈRE

### Mouvement automatique suisse ETA 2824-2

Verre saphir inrayable de 4mm, boîtier acier 316L traité 44mm de diamètre, couronne et fond vissés, étanchéité 300m, cadran et aiguilles traités Superluminova, bracelet exclusif taillé du même cuir que le tablier de pionnier, réalisé par l'Atelier du Bracelet Parisien. Livré dans son écrin avec bracelet supplémentaire en toile. Edition limitée 150 pièces. Tarifs préférentiels / Légionnaires.

Avec 20 ans d'expérience dans la fabrication de montres mécaniques, MATWATCHES, maison horlogère française, s'est spécialisé dans le développement de montres techniques à usage militaire, constamment testées dans les situations les plus extrêmes. Assurant performance et fiabilité, nos montres sont équipées des composants les plus nobles.

Conçues selon un cahier des charges très strict, MATWATCHES fabrique dans le respect de la tradition horlogère Suisse des produits éprouvés par les groupes d'élite de l'armée et de la police. Nous concevons des séries sur mesure pour les pelotons et groupements d'intervention agissant sur le terrain avec gravage des fonds et cadrans personnalisés à la demande de chaque unité.

[www.matwatches.com](http://www.matwatches.com)



**MAT**  
le temps de l'action

# FORCES SPÉCIALES ET

*ciales pour imaginer et produire un outil performant, correspondant à nos attentes. »* Dirigeant les forces spéciales en opérations, le COS affiche un intérêt majeur pour les équipements très spécifiques, à la pointe de la technologie, indispensables

aux 3000 soldats de ces unités spécialisées qui mènent à bien leurs délicates missions. C'est pourquoi, au sein de chacune de ces entités, existent de petits pôles d'expérimentation, les « cellules études et prospective », qui cherchent

à innover chacune dans un domaine qui les concerne : vision nocturne, tir de précision, avionique...

Ces cellules travaillent le plus souvent en étroite collaboration avec les entreprises. Stéphane Rutton, conseiller technique chez Nautiraid, présente devant un auditoire attentif le kayak HP Commando MK 3 : « *Nous avons élaboré cette embarcation gonflable en relation avec une unité spécialisée qui souhaitait pouvoir s'infiltrer en kayak après un drop hélico. Elle permet aux opérateurs d'emporter la totalité du matériel nécessaire à leur mission, d'assurer une zone vie en milieu humide et de travailler "au sec" pour préparer des actions ou mettre en place une cellule radio par exemple. »*

## Une centaine de PME et un public exigeant

Les quelque cent entrepreneurs présents sur le Salon se réjouissent d'avoir un accès direct aux nombreux opérationnels venus découvrir les dernières trouvailles technologiques. « *Ce salon est une reconnaissance et une opportunité de montrer notre matériel à un public spécialisé très exigeant* », se félicite Mehmet Yilmaz, président de Syt, start-up spécialisée dans l'optronique. « *La manifestation est très ciblée et permet le développement de matériels de pointe, complète*

**Premier grand rendez-vous européen dédié à l'innovation technologique au service des forces spéciales, le Sofins s'est tenu du 9 au 11 avril en Gironde. Entreprises, délégations étrangères et commandos ont répondu présent à cet événement organisé par le Commandement des forces spéciales.**

**U**ne bâche qui absorbe 99 % des ondes électromagnétiques et optimise le camouflage visuel et infrarouge, un gilet rafraîchissant pour combattre sous une chaleur extrême, des lunettes balistiques anti-éclats résistantes aux impacts de balles de 9 mm, des panneaux solaires portables permettant de gagner en autonomie énergétique, des gants chauffants pour les tireurs de précision... Ces innovations technologiques ont été présentées lors du *Special Operations Forces Innovation Network Seminary* (Sofins), organisé sur le terrain d'entraînement du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes au camp militaire de Souge, en Gironde. Ce premier rendez-vous européen, organisé par le Commandement des opérations spéciales (COS), a réuni du 9 au 11 avril les forces spéciales françaises et étrangères et l'univers de la recherche et de l'industrie, notamment les petites et moyennes entreprises françaises. Objectif : proposer des solutions innovantes et développer des équipements qui répondent aux besoins opérationnels des unités.

« *Les PME savent réaliser des petits bijoux technologiques, explique le général de division Christophe Gomart, commandant les opérations spéciales. Nous mettons ici en corrélation le rêve de l'ingénieur et celui de l'opérateur des forces spé-*

**En haut : l'entreprise Sillinger présente un modèle de bateau pneumatique semi-rigide et pliable.**

**En bas, de gauche à droite : téléobjectif photographique ultrasophistiqué ; lunettes balistiques anti-éclats et mitrailleuse Mag 58.**



# Technologie

# PME TIENNENT SALON



PHOTOS : A. KARAGHEZIAN@ECPAD

Ivan de Quatrebarbes, président de la société Sillinger, fabricant de bateaux pneumatiques semi-rigides et pliables. *Les PME sont pour nous des interlocuteurs privilégiés, confie à son tour un officier. Elles sont innovantes, réactives et prêtes à fournir en petites séries.* » Sofins est un exemple concret de la mise en œuvre du pacte Défense-PME lancé fin 2012.

Avec la présence de 35 délégations, venues d'Europe, d'Afrique, des États-Unis, de Jordanie, de Turquie, du Qatar ou encore de Libye, la manifestation est également l'occasion, pour les PME, de toucher de nouveaux clients potentiels; pour les unités spéciales, d'intensifier les liens avec leurs homolo-

gues étrangers. *« Jusqu'à présent, il n'existait que deux grands rendez-vous de ce type, précise le général Gomart, le Special Operations Forces Industry Conference (Sofic), aux États-Unis, et le Special Operations Forces Exhibition (Sofex), en Jordanie. Le Sofins est le premier séminaire d'échanges et de coopération dans le domaine des forces spéciales en Europe. Il permet d'afficher, à travers cette vitrine technologique, les capacités des forces spéciales françaises, et de s'inscrire comme un acteur majeur au sein de cette communauté internationale très confidentielle. »*

■  
**Éléonore Krempff**



## 04/04 LA 13<sup>e</sup> JOURNÉE NATIONALE DU RÉSERVISTE

Pour ce rendez-vous annuel, près de 250 manifestations interarmées ont eu lieu sur le territoire métropolitain et extramarin, en direction des 15 à 30 ans. Lors de cette édition dont le thème était « La réserve militaire, les territoires et la cohésion nationale », Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, s'est rendu au lycée professionnel de Saint-Maximin, dans l'Oise. Aujourd'hui, environ 56 000 hommes et femmes composent la réserve opératoire

et près de 3 000, la réserve citoyenne. Cette même journée a donné lieu à une rencontre nationale des réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté – qui appartiennent à la réserve citoyenne et sont inclus depuis 2007 dans le Plan égalité des chances – au conseil régional d'Île-de-France. Ambassadeurs de la défense auprès des jeunes défavorisés, ils ont pour mission de leur présenter toutes les opportunités que peut leur offrir l'institution.



## 03/04 L'AASM VERSION LASER QUALIFIÉ PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARMEMENT

L'Armement air-sol modulaire (AASM) en version à guidage terminal laser a obtenu sa qualification par la Direction générale de l'armement (DGA). Ce système permet à l'AASM d'atteindre une cible avec une précision métrique, y compris lorsque

celle-ci est mobile. Cette version laser vient en complément des AASM à guidage par infrarouge et par inertie-GPS, déjà en service depuis cinq ans. Cette étape concrétise les efforts de recherche et de développement menés depuis 2005 par la DGA.

## 09/04 LA PLUS HAUTE DISTINCTION DE L'OTAN POUR DEUX MILITAIRES FRANÇAIS

Deux hommes de l'état-major interallié de force de Madrid (FCMD) ont reçu la médaille du Mérite de l'Otan, plus haute récompense de l'Alliance atlantique. Le maître Christian Valverde et l'adjudant Luc Pialoux se sont vus remettre leur distinction des mains du général espagnol de corps d'armée Alfredo Cardona Torres, commandant du FCMD, en présence des généraux de division Bonato (Italie) et Rivault (France). Cette décoration vient récompenser les services rendus lors de leur déploie-

ment, en 2012, au sein de l'état-major de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan. Le maître Valverde s'est fait remarquer par son action personnelle à la tête d'une équipe média communication, en se voyant confier avec succès des responsabilités dépassant de loin sa fiche de poste. L'adjudant Pialoux, affecté quant à lui au bureau sécurité de l'état-major de Kaboul, s'est illustré en remplaçant au pied levé son chef de bureau et en agissant au quotidien pour la protection de la base.



## 10/04 UN NOUVEAU PATRON POUR LA SÉCURITÉ EXTÉRIEURE

Bernard Bajolet succède à Erard Corbin de Mangoux et devient le nouveau directeur général de la sécurité extérieure (DGSE). À 63 ans, ce diplomate de haut rang a assuré les fonctions d'am-

bassadeur, notamment au Proche et au Moyen-Orient. Après deux ans et demi en tant que coordinateur national du renseignement, il était ambassadeur de France à Kaboul depuis février 2011.

**12/04 LE MINISTRE DE LA DÉFENSE EN IMMERSION CHEZ LES AVIATEURS**

**J**ean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, s'est rendu sur la base aérienne 702 d'Avord, près de Bourges, en compagnie du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air. À cette occasion, le ministre a remis à un commandant pilote de Rafale appartenant à l'escadron de chasse 1/91 Gascogne et à un caporal-chef des commandos parachutistes de l'air n° 10 la croix de la Valeur militaire pour

leur engagement dans l'opération Serval. Les nombreuses animations statiques et dynamiques auxquelles a assisté Jean-Yves Le Drian tout au long de la journée lui ont permis d'avoir un aperçu détaillé de la contribution de l'armée de l'Air aux fonctions stratégiques et opérationnelles de la Défense. À l'issue de sa visite, le ministre a exprimé toute sa fierté et sa satisfaction aux aviateurs présents.

**8-10/04 EXERCICE GRANDEUR NATURE POUR LES SAPEURS DU GÉNIE DE L'AIR**

**À**Vouziers-Séchault, les militaires de la 2<sup>e</sup> compagnie opérationnelle du génie de l'Air (2<sup>e</sup> Coga) de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan ont eu l'occasion de mettre en application leur expertise de mise en condition de plates-formes aéronautiques. Durant 3 jours et 2 nuits, dans un environ-

nement dégradé, la 2<sup>e</sup> Coga du 25<sup>e</sup> RGA, composante atypique de l'armée de Terre œuvrant au profit de l'armée de l'Air, a mis en place une base aérienne projetée similaire à celles utilisées au Mali pendant l'opération Serval. Dans le même temps, elle était évaluée afin d'obtenir sa certification opérationnelle.

**17/04 JOURNÉE DÉFENSE CITOYENNETÉ POUR LES 50 ANS DU TRAITÉ DE L'ÉLYSÉE**

**P**our la première fois, et à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du traité de l'Élysée, 50 jeunes appelés alsaciens ont pu découvrir une unité allemande à l'occasion de leur Journée défense et citoyenneté (JDC). Stationné de

façon permanente au sein de la Brigade franco-allemande, à Illkirch-Graffenstaden (Alsace), le 291<sup>e</sup> Jägerbataillon (bataillon de chasseurs allemands) symbolise le renouveau de l'amitié et de la coopération franco-allemande.

**20-21/04 LA MARINE NATIONALE FAIT ESCALE... À BESANÇON**

**D**epuis trente ans, la ville de Besançon entretient un lien privilégié avec la Marine nationale, et plus particulièrement avec la frégate anti-sous-marine *Jean de Vienne* basée à Toulon. C'est pourquoi la Marine a fait escale dans la capitale franc-comtoise. Au programme de cette halte en bordure du Doubs, des démonstrations de combat et de dressage de chiens, un embarquement à bord d'une vedette rapide des commandos marine, mais aussi des expositions

artistiques, de la musique et des rencontres. Clou du week-end, un hélicoptère Dauphin, dont la mission principale est le sauvetage en mer, a réalisé une démonstration d'hélicoptère de naufragés au-dessus de la rivière qui traverse la ville. Une initiative particulièrement appréciée par les habitants, puisque près de 10 000 personnes ont fait le déplacement, mais également par les marins, dont beaucoup sont issus de la région.

**Depuis leur recrutement jusqu'au terme de leur carrière, les armées assurent un suivi et un soutien psychologiques des hommes et femmes qui les composent. De la caserne aux théâtres d'opérations, quel que soit leur grade ou leur fonction, les combattants alternent des situations de tension physique accompagnée de charges émotionnelles d'une extrême intensité et des périodes de retour à la normale. Non sans conséquence parfois. Ce dossier présente la prise en charge spécifique et personnalisée du trouble psychique chez le militaire.**

---

D o s s i e r r é a l i s é p a r C a r i n e B o b b e r a

---

# LE SOUTIEN DU COMMANDEMENT



A. KARACHEZIAN © ARMÉE DE TERRE

TIEN PSY

**BATTANT**

**La prise en charge et le suivi des blessures invisibles fait l'objet d'une constante évolution. Entretien avec le médecin chef des services de classe normale Patrick Devillières, coordonnateur national du service médico-psychologique des armées.**

« Plus que jamais, le SSA est mobi

**Le moral du combattant influe-t-il sur ses capacités opérationnelles ?**

Un bon combattant doit évidemment avoir un bon moral. Si, du recrutement à la fin de service, la santé mentale du militaire est de la responsabilité du Service de santé des armées, le moral du combattant et la cohésion du groupe relèvent du commandement. Le médecin d'unité, qui suit les militaires tout au long de l'année et sur le terrain, intervient bien entendu dans ce suivi psychologique. Les projections et les missions de longue durée constituent, du fait de l'éloignement, une rupture affective. Les nouveaux moyens de communication permettent d'y remédier en conservant le contact qui entretient le moral des militaires. Ils peuvent cependant présenter des effets négatifs en laissant interférer des soucis personnels dans la conduite de la mission en cours. Ces préoccupations influent de façon évidente sur la disponibilité et la capacité opérationnelle. Des mesures de prévention, qui peuvent surprendre de prime abord, sont parfois mises en œuvre. Ainsi, quand les équipages des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins sont en patrouille, ils n'ont pas accès à leur boîte mail, mais ils reçoivent une fois par semaine des « familigrammes », messages d'une quarantaine de mots. Le commandement en prend connaissance et décide

si la teneur des nouvelles qu'ils contiennent est communicable immédiatement ou plus tard. Le but est de préserver la stabilité psychologique de chacun et de l'équipage.

**Avec le conflit afghan, on a redécouvert l'importance de l'état de stress post-traumatique (ESPT) chez nos militaires. En quoi consiste cette blessure invisible ?**

L'ESPT est décrit depuis l'Antiquité, mais sous d'autres dénominations. Ce trouble résulte d'un événement traumatisant au cours duquel la personne a été confrontée à l'éventualité de sa propre mort ou de celle d'autrui. Il se manifeste ultérieurement par la reviviscence des scènes traumatiques lors de flash-backs ou de cauchemars, par une altération du sommeil et par une angoisse importante.

Avec le conflit afghan, nos soldats sont confrontés pour la première fois depuis longtemps à une violence de guerre quasi quotidienne. Ces situations de combat répétées génèrent pour certains des désordres psychologiques qui peuvent être transitoires (état de stress aigu) ou durables. Fin 2012, on dénombrait plus de 550 cas d'ESPT diagnostiqués et suivis par le SSA. Ce chiffre n'est pas définitif, ces troubles se manifestant en différé.



E. CHÉREL@BCISSA/DCSSA

## lisé sur le stress post-traumatique »

### **Comment a évolué la prise en charge de ces personnes souffrant d'ESPT ?**

Pour répondre à ces traumatismes, le ministère de la Défense a mis en place, en 2010, un plan d'action relatif aux troubles psychiques post-traumatiques dans les armées piloté par le SSA. Ce plan nous a permis de renforcer, d'animer et de coordonner tout un réseau de prévention et de soins au profit des militaires et de leur famille. Les médecins d'unité sont les maillons essentiels de ce dispositif. Dans les prochains mois, ce plan va être réactualisé, notamment pour étendre notre réseau de soins et mieux coordonner nos actions en direction des familles. Au début de l'année, nous avons également mis en place un numéro d'appel, Écoute Défense (lire p. 52-53), auquel les personnes en souffrance peuvent s'adresser anonymement. Actuellement, 50 % des militaires présentant une blessure invisible viennent consulter d'eux-mêmes, 25 % sont dépistés à la suite de la visite médicale et 25 % nous sont adressés par leur famille ou leur commandement.

### **Avec l'opération Serval, craignez-vous une recrudescence de cas d'état de stress post-traumatique ?**

On sait que l'accumulation d'événements traumatisants augmente le risque de développer ce syndrome. Nous avons des

exemples de personnes de retour d'Afghanistan dont l'ESPT renvoyait à des épisodes antérieurs. L'Afghanistan avait réveillé d'anciens traumatismes. L'opération Serval va elle aussi amener son lot de blessures invisibles. D'autant plus qu'une grande partie des militaires déployés sur Serval a déjà vécu des combats intenses en Afghanistan.

En ce qui concerne le Mali, dès que les combats ont commencé à se durcir, nous avons immédiatement envoyé un psychiatre et une psychologue du SSA. Le psychiatre se rend à proximité de la zone de combat pour être au plus près des unités. Après les accrochages les plus violents, il organise avec le médecin d'unité des séances de débriefing collectif. Quant à la psychologue, basée à Bamako, elle s'entretient avec tous les évacués sanitaires avant leur rapatriement en France, car 70 % des blessés physiques présentent un état de stress aigu. Parallèlement, le sas de fin de mission de Chypre a été ouvert aux militaires déployés sur Serval. Comme le lieu reçoit actuellement les soldats qui se désengagent d'Afghanistan, nous avons renforcé les équipes de la cellule d'intervention et de soutien psychologique de l'armée de Terre par des psychologues du SSA. Plus que jamais, le SSA est mobilisé sur cette question du stress post-traumatique et sur le soutien mental du combattant en général. ■



SALLE  
DE TESTS 3

**Au cours de quatre demi-journées, les candidats à l'engagement dans les armées passent visite médicale, épreuves sportives ainsi que des tests et entretiens évaluant leur état psychologique.**

# Psychologie, un critère de

**D**ans une salle informatique du Groupement recrutement sélection (GRS) de Vincennes, l'ambiance est studieuse. Concentrés sur leur écran, une vingtaine de jeunes répondent aux questions du test d'aptitude militaire initiale (Tami). Tous désirent s'engager. Mais avant d'être recrutés, ils doivent être évalués. Et, parmi les critères, le facteur psychologique tient une place de choix.

Vouloir intégrer le métier des armes n'est pas une démarche anodine. La carrière militaire nécessite des qualités qui permettent de gérer au mieux les contraintes du métier : vivre en collectivité, accepter l'éloignement familial... « La sélection est là pour détecter les bons candidats et repérer leurs aptitudes pour endosser certaines fonctions particulières, explique le capitaine Virginie Bosio, chef de la section évaluation, psychologue au GRS de Vincennes. Ces évaluations servent à vérifier si le jeune a sa place dans l'institution. Elles sont une aide au recrutement. »

Pendant quatre demi-journées, ces postulants enchaînent visite médicale, épreuves sportives et batterie de tests : cognitifs, pour évaluer leurs compétences intellectuelles ; de personnalité, afin d'examiner leurs caractéristiques personnelles ; de gestion du stress, permettant de décrypter les mécanismes qu'ils mettent en place pour gérer leurs émotions. Lors de cette sélection, les candidats sont reçus deux fois en entretien par un évaluateur de l'armée qu'ils souhaitent intégrer. Celui-ci s'appuie sur les résultats obtenus pour orienter la discussion et vérifier leur motivation.

Selon les profils recherchés, un psychologue peut assister à ces tête-à-tête. Une présence qui devient systématique pour les entretiens de la Marine nationale. « Car, avant de recruter quelqu'un, il faut savoir s'il possède les aptitudes pour embarquer, souligne le médecin en chef Laurent Martinez, chef du service de psychologie de la Marine. Cela peut se révéler compliqué pour certaines personnes, notamment celles souffrant de troubles de l'adaptation. À bord d'un bateau, on vit en autarcie. Le candidat doit posséder un niveau de sociabilité suffisant pour accepter de partir très longtemps loin des



# ENGAGEMENT



R. CONNAN@DICOD

## poinds dans le recrutement

*siens, au sein d'une communauté réduite. Par ailleurs, nous avons besoin de spécialistes. Il faut être polyvalent et bon technicien. Nous recherchons donc des gens qui possèdent une motivation et un investissement de très bonne qualité. »* Selon les spécialités vers lesquelles s'orientent les candidats, des évaluations spécifiques sont organisées. C'est notam-

*« À bord d'un bateau, on vit en autarcie. Le candidat doit posséder un niveau de sociabilité suffisant pour partir très longtemps loin des siens, dans une communauté réduite. »*

ment le cas, dans l'armée de l'Air, pour les postes de contrôleur aérien, commando ou pilote... *« Ces tests sont basés sur la possession d'aptitudes psychomotrices, cognitives, conatives et de traits de personnalité qui seront détectés et mesurés lors de ces évaluations ou aux cours d'entretiens, explique le lieutenant-colonel Isabelle Prioux, commandant*

en second du Centre d'études et de recherches psychologiques de l'armée de l'Air. *Conçus sur mesure et élaborés par nos soins selon les dernières méthodes scientifiques éprouvées, ils sont régulièrement réactualisés. »* Il en est de même pour les tests que font passer les psychologues de la Marine et de l'armée de Terre aux personnes qui postulent pour inté-

grer des unités ou des spécialités particulières. *« Les membres des forces spéciales sont choisis sur des qualités psychologiques comprenant des critères de maturité et de stabilité émotionnelle. Ils doivent répondre à certains profils établis par des experts »,* livre le capitaine Michaël Michaud, psycho-

logue de la section études-psychologie appliquée de l'armée de Terre. *Généralement, les recruteurs suivent nos avis, car ils se sont rendu compte qu'en les suivant, les risques d'échec lors des formations et des missions étaient minimes. »* L'expertise des psychologues militaires devient ainsi indispensable aux recruteurs dans le choix du bon candidat. ■



**Composées de psychologues et de psychiatres, les cellules de soutien médico-psychologique des armées interviennent après un événement traumatisant, renforçant l'action du médecin d'unité.**

# Des cellules d'urgence

**D**ès qu'un événement potentiellement traumatisant se produit, une prise en charge psychique par les cellules de soutien médico-psychologique des armées est organisée, pour répondre aux besoins des personnes impliquées. Chaque armée dispose de ses propres intervenants : cellule d'intervention et de soutien psychologique de l'armée de Terre, service médical de psychologie clinique appliquée à l'aéronautique pour l'armée de l'Air et service de psychologie de la Marine. Les cellules interviennent toujours à la demande du commandement et sont suivies par le coordonnateur national du service médico-psychologique des armées. Composées de psychologues et de psychiatres, elles font partie d'un dispositif global de gestion de crise. Selon les situations, elles peuvent être renforcées par des spécialistes du SSA. Leur mission est de prendre en charge psychologiquement les victimes et de soutenir leur entourage direct (professionnel, témoins, secouristes). Leur action est généralement ponctuelle. L'objectif est de préserver la santé individuelle, le maintien et la récupération du potentiel opérationnel des unités, tout en garantissant la sécurité des opérations. Ces

cellules s'appuient sur le médecin d'unité, qui est la pierre angulaire du dispositif.

Un événement est dit potentiellement traumatique lorsqu'il met en jeu une confrontation à la mort, pour soi ou pour autrui. Ceci peut être un combat violent ayant causé des blessés ou des morts, mais aussi un accident, un crash aérien... « *Tout personnel des armées, du militaire du rang à l'officier, peut être confronté dans la conduite de ses missions à des événements particulièrement graves, qui peuvent générer des troubles psychiques post-traumatiques*, souligne le médecin chef des services Patrick Devillières, coordonnateur national du service médico-psychologique des armées. *Ceux-ci apparaissent immédiatement ou en différé. Ils peuvent avoir des conséquences importantes, plus ou moins durables sur le militaire, mais aussi sur son entourage.* »

Le médecin d'unité intervient dans les premières heures pour apporter un soutien immédiat. Son action peut être renforcée sur le terrain par les psychologues et les psychiatres. « *On peut réunir les personnes impliquées pour faire un "defusing", ou désamorçage de la tension accumulée, et pour permettre l'expression des émotions ressenties* », explique le MCS Devillières. Il arrive aussi que des per-

# SOUTIEN IMMÉDIAT



J.-F. D'ARCANGUES@ECPAD/EMA

## au plus près des soldats

sonnes soient encore en plein choc, agitées ou prostrées. « Pour diminuer l'impact de l'événement, on fait parler les éléments du groupe, pour qu'ils aient une version commune des faits sur laquelle ils peuvent s'appuyer, commente l'officier. En Bosnie, je suis intervenu après un accident de blindé qui avait effectué plusieurs tonneaux. Cinq militaires étaient impliqués dans l'accident. En discutant avec eux, je me suis

« Notre présence est importante pour les personnes présentant un stress aigu. Cet état apparaît à peu près 48 heures après l'événement et peut durer un mois. »

aperçu que l'un d'entre eux n'allait pas bien. Il m'a raconté qu'après l'accident il s'est réveillé allongé dans l'herbe à côté du char. Il se disait que si le char avait fait un quart de tour de plus, il serait mort écrasé. Ses camarades lui ont alors raconté qu'en réalité, lorsque le blindé s'est arrêté, il en est sorti de lui-même pour s'allonger sur l'herbe, où il a perdu connaissance. Cela l'a énormément soulagé de connaître cette version de l'histoire ».

Quelques jours après le choc, les cellules de soutien psychologique organisent des séances de débriefing. Chaque personne impliquée y exprime ses émotions et décrit les faits en détail. Cela permet de mettre des mots sur cet événement, de les aider à ordonner leur pensée et d'essayer de donner un sens à ce qui est arrivé. On fait prendre conscience que le choc a bien existé et qu'ils ont vécu un événement hors du commun. « Notre présence est importante pour repérer les personnes présentant un stress aigu. Cela se manifeste par une anxiété intense, des cauchemars. Cet état apparaît à peu près 48 heures après l'événement traumatique et peut durer un mois. Il faut être vigilant car dans

50 % des cas, le stress aigu pourrait évoluer en stress post-traumatique », explique le spécialiste. Ces séances sont généralement suivies d'entretiens individuels.

Les personnes ayant vécu un traumatisme bénéficient d'un suivi pendant plusieurs mois par le médecin d'unité. « Nous travaillons tous en synergie en tout temps et en tout lieu pour apporter les meilleurs soins aux personnes en souffrance psychique », conclut le MCS Patrick Devillières. ■

0808 800 321

**24 heures sur 24, 7 jours sur 7, ce numéro vert met en contact des personnes en souffrance psychique avec des psychologues des hôpitaux des armées. Ces derniers écoutent, conseillent et orientent dans le plus strict anonymat.**

# Écoute Défense ré

**V**ous êtes en relation avec le numéro Écoute Défense. Un psychologue du Service de santé des armées va vous répondre », entend-on après avoir composé le 0808800321. Mise en place au début de l'année, cette assistance téléphonique vise à simplifier l'accès des militaires et de leurs familles aux structures d'écoute psy-

chologique. Le service propose une offre directe d'écoute, de soutien et d'information au profit des personnes qui ont été exposées à des situations de stress et de traumatisme psychique au cours de leurs missions opérationnelles. Il est ouvert à tous ceux qui sont confrontés à la difficulté d'exprimer leur souffrance ou sont témoins de la douleur d'une personne de leur entourage.

Se relayant pour maintenir une permanence téléphonique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, les psychologues des hôpitaux des armées soutiennent les interlocuteurs dans leur demande d'aide psychologique. *Il s'agit d'une écoute informative dans le strict respect de l'anonymat des appelants et de la confidentialité des appels*, explique le capitaine Marc Saintot, du service médico-psychologique des armées. La

*grande majorité des appels provient de militaires confrontés à la difficulté d'exprimer leur souffrance. Ces personnes ont besoin de parler, c'est pourquoi ces communications peuvent durer plusieurs dizaines de minutes.* »

Souvent premier témoin du mal-être d'une personne, l'entourage peut bénéficier de ce dispositif. *« Les familles des militaires sont des maillons essentiels de la prise de conscience des troubles psychiques post-traumatiques*, souligne le capitaine Marc Saintot. *Elles peuvent vivre très difficilement les symptômes de leurs proches liés à ces troubles, et ressentir à leur niveau des difficultés.* »

Selon des chiffres communiqués par le Service de santé des armées (SSA), 550 militaires français sont actuellement suivis pour des états de stress post-traumatique (ESPT), causés par des tensions extrêmes en opérations extérieures, la perte de camarades au combat... Ces troubles se traduisent par des cauchemars, de l'irritabilité ou des comportements addictifs et suicidaires. La plupart des militaires qui téléphonent sont conscients qu'ils souffrent d'un stress post-traumatique. *« Ils ont souvent le même discours : "j'ai vu un de mes camarades commencer à boire, puis sombrer dans la déprime. Je n'ai pas envie qu'il m'arrive la même chose." La plupart d'entre*

# NOUVEAU DISPOSITIF



R. CONNAN@DICOD

## pond présent

*eux connaissent les symptômes. Bizarrement, le trouble est mieux connu que l'accès aux soins », précise le capitaine Saintot. Les psychologues les orientent donc vers le correspondant le mieux adapté, pour qu'ils soient rapidement pris en charge par des soignants du Service de santé des armées ou, à défaut, par un spécialiste au plus près de leur*

*« Les soldats déployés au Mali ont déjà connu l'Afghanistan. Ils peuvent revivre des situations traumatisantes susceptibles de déclencher un état de stress post-traumatique. »*

*zone de résidence. « Notre doctrine est "proximité, précocité et permanence des soins," annonce le médecin chef des services Patrick Devillières, coordonnateur national du service médico-psychologique des armées. Nous avons repéré certaines zones où les régiments étaient éloignés des hôpitaux d'instruction des armées. Nous avons donc développé un maillage pour que ces personnes bénéficient de soins adaptés près de chez eux. »*

Lors du lancement d'Écoute Défense, le service médico-psychologique des armées s'attendait à recevoir uniquement des appels de militaires de retour d'Afghanistan. Or, dès les premières semaines, ils ont été contactés par des anciens combattants de la guerre d'Algérie. « Nous avons été très surpris, remarque le capitaine Saintot. Cette génération n'a jamais été prise en charge. Certains vivent avec ces blessures invisibles depuis plus de cinquante ans. Nous les avons orientés vers notre réseau de spécialistes. Nous recevons aussi de nombreux appels de personnes ayant vécu les événements du Rwanda et de la Côte-d'Ivoire ».

Depuis le déclenchement de Serval, le service médico-psychologique a redoublé de vigilance sur les risques de stress post-traumatique. « Les soldats qui sont déployés au Mali ont déjà connu l'Afghanistan, explique le MCS Devillières. Ils peuvent revivre des situations traumatisantes pour lesquelles ils n'avaient pas jugé utile de demander de l'aide et qui peuvent déclencher un ESPT. » Le service Écoute Défense a déjà reçu une centaine d'appels depuis le lancement de l'opération. ■



**Leur mission en Afghanistan ou au Mali terminée, les militaires préparent leur retour à la vie ordinaire au sein d'un hôtel de luxe. Lors de ce court séjour, ils alternent séances avec des psychologues et activités de détente.**

# Chypre, trois jours

**T**rois militaires en tenue de sport, installés dans des transats, profitent du paysage qui s'offre à eux, celui de la mer Méditerranée. « *C'est dingue, il y a encore quelques heures, on était au milieu des montagnes. J'ai du mal à réaliser que d'ici peu nous serons de retour en France* », s'exclame l'un d'eux. Ces

hommes sont de passage pour trois jours au sas de fin de mission de Chypre, après leur engagement en Afghanistan. Ils sont 76 à être arrivés au milieu de la nuit dans ce luxueux hôtel de Paphos, situé dans le sud-ouest de l'île de Chypre.

Mis en place en juin 2009 par l'armée de Terre au profit des unités françaises engagées en Afghanistan, le sas de fin de mission est un des éléments du soutien psychologique. Il a été progressivement élargi aux composantes interarmées. « *Le retour à la vie ordinaire peut être brutal après six mois d'engagement intensif*, explique le lieutenant-colonel Moynard, chef du groupe de soutien du sas de Chypre. *Ces quelques jours ont pour objectif de désactiver les mécanismes de combat, de réguler le stress et de détecter les individus en difficulté, susceptibles de souffrir par la suite de troubles psychiques. Le but est qu'ils se détendent. Il s'agit d'une véritable préparation*

*au retour*, poursuit le chef de bataillon Frère, psychologue de la cellule d'intervention et de soutien psychologique de l'armée de Terre. En quatre ans, environ 13 000 soldats de retour d'Afghanistan ont bénéficié de ce séjour. Les militaires, en tenue décontractée, se mélangent aux touristes britanniques et russes en vacances à l'hôtel. Répartis en petits groupes, ils participent aux différentes activités obligatoires. Ainsi, quelques soldats se rendent au débriefing de fin de mission, mené par un psychologue militaire. « *Nous les incitons à verbaliser les difficultés qu'ils ont pu rencontrer. Un certain nombre d'entre eux se remet en question et développe un sentiment de honte*, confie le chef de bataillon Frère. *À travers les discussions que nous menons avec eux, nous essayons de redonner du sens à leur action, de replacer les événements qu'ils viennent de vivre dans leur contexte. Ils ont participé à quelque chose d'exceptionnel.* » Des entretiens individuels sont également proposés à ceux qui le souhaitent.

Les participants bénéficient aussi d'une information post-opex, délivrée par des officiers environnement humain et/ou des conseillers facteur humain. Ces derniers les sensibilisent sur les possibles effets comportementaux et psychologiques après une opération extérieure et sur la manière de les détecter chez leurs camarades. « *Il s'agit*

# FIN DE MISSION



R. CONNAN@DICO

## pour décompresser

de les préparer au mieux au retour. Demain, ils auront à faire le deuil du groupe au sein duquel ils ont passé six mois. La réunion d'information terminée, le groupe prend le chemin de la séance de TOP (techniques d'optimisation du potentiel). Allongés sur le sol, les militaires se concentrent sur leur respiration et se relaxent doucement. Certains s'endorment. « Ces techniques leur permettent de se réapproprier toutes leurs sensations corporelles », explique l'adjudant Lédé, monitrice de TOP.

« Quand je rentrais chez moi, j'étais encore dans ma mission, pas du tout disponible pour ma femme et mes enfants. J'ai vu la différence après être passé ici. »

Elles sont basées sur la respiration et la relaxation et leur permettent de se relâcher musculairement et d'évacuer le stress accumulé. D'autres activités sont proposées : massages thérapeutiques du dos, piscine, sauna, hammam, salle de musculation. Une sortie dans un club de bowling et une visite de la ville de Paphos par un guide chypriote sont également prévues. « Nous veillons à ce que leur programme d'activités soit équilibré, afin qu'ils

aient vraiment le temps de se reposer, souligne le lieutenant-colonel Moynard. Leur séjour à Chypre, dans cet hôtel, est aussi une manière de reconnaître et de valoriser la mission que ces hommes viennent d'accomplir. Il faut les conforter dans l'idée qu'ils ont fait du bon travail sur ce théâtre d'opération difficile. »

Au terme des trois jours, les soldats semblent déjà moins stressés et plus apaisés. Chez les participants, le sas recueille un taux de satisfaction supérieur à 90 %.

« C'est la seconde fois que je passe à Chypre, témoigne un adjudant. Ce dispositif n'existait pas lors de mes précédentes missions, au Kosovo. Quand je rentrais chez moi, j'étais encore dans ma mission, pas du tout disponible pour ma femme et mes enfants.

J'ai vu la différence après être passé

ici. Au début, on pense qu'il s'agit de trois jours de perdus avant de rejoindre la famille. Et puis, lorsque le séjour se termine, on s'aperçoit que cette pause est très positive. Lorsque l'on retrouve les siens, on est plus zen. Ce sas est une nécessité et devrait être généralisé à certaines opex exigeantes. » En raison de son succès, le dispositif du sas de Chypre a été maintenu au profit des militaires participant à l'opération Serval au Mali. ■

**Premier maillon de la chaîne santé, le médecin d'unité est un acteur primordial du soutien psychologique. Témoignage du médecin en chef Éric Rabatel, du centre médical des armées de Toulouse-Castres.**

# « Les soldats doivent savoir que

## **Quels sont le rôle et l'importance du médecin d'unité dans le dépistage du stress post-traumatique ?**

Le médecin d'unité est en contact permanent avec les militaires du régiment. Nous sommes donc naturellement l'une des premières personnes vers qui se tourne le militaire qui souffre d'un stress post-traumatique. L'une de nos missions est d'informer et de tendre la main aux soldats qui peuvent être en souffrance psychologique. Certains se rendent au centre médical pour parler de leurs problèmes. D'autres les évoquent au détour d'un saut, en manœuvre, ou lors d'exercices. Cette proximité, cette simplicité d'accès font notre plus-value. Souvent, ils nous ont vus en opérations extérieures. On s'est mouillé avec eux, on a vécu les mêmes choses. On sait ce qu'ils ont pu traverser. Or il est plus facile de venir se confier à quelqu'un qui a partagé les mêmes expériences. En 2008, j'ai été muté au 8<sup>e</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de marine. Il a fallu un temps d'approvisionnement, pour que ces militaires viennent me parler de leurs troubles psychologiques. Lorsqu'ils ont appris que j'avais fait l'Afghanistan, le contact s'est nettement amélioré et ils sont venus plus nombreux.

## **Comment les encouragez-vous à venir parler de leurs problèmes ?**

La majorité des militaires qui partent en opex est informée des manifestations de l'état de stress post-traumatique. Mais au retour, quand certains commencent à développer les premiers symptômes, peu osent pousser notre porte. Notre objectif est de leur faire savoir que nous sommes là pour les aider. Nous les rencontrons lors de la visite systématique annuelle au cours de laquelle nous faisons passer l'info qu'ils mémoriseront : « *Si j'ai un problème, mon médecin peut faire quelque chose pour moi.* » Ensuite, il faut leur faire prendre conscience que l'ESPT peut toucher n'importe qui, y compris des gens très bien. Et que cela n'a rien de honteux. Les militaires sont libres de leur choix. Nous ne pouvons pas les forcer à consulter, sauf en cas de danger, notamment lorsqu'il y a un risque de suicide. Au cours des cinq dernières années, au centre médical des armées de Toulouse, nous avons détecté près d'une centaine de militaires souffrant de ce syndrome. En majorité des personnes qui s'étaient rendues en Afghanistan et qui avaient participé à des missions d'infanterie. Depuis peu, nous avons été renforcés par une équipe médico-





J.-J. CHATARD/DICOD

## nous ferons tout pour les aider »

psychologique composée d'un psychiatre civil réserviste, d'un psychologue de réserve, d'une aspirante psychologue et d'un infirmier réserviste. Auparavant, les personnes atteintes d'un ESPT devaient se rendre à l'hôpital d'instruction des armées Robert Picqué de Bordeaux. Mais cet établissement se trouve relativement loin de Toulouse. Pour un suivi plus aisé des patients, une équipe a été mise en place pour être au plus près des militaires. Celle-ci tourne sur toutes les antennes médicales : Toulouse, Castres, Pamiers... Cependant, les cas les plus graves sont hospitalisés dans des structures civiles ou pris en charge par l'hôpital militaire Robert Picqué.

### **Certains militaires essayent-ils de cacher leurs troubles ?**

Bien sûr. On rencontre d'ailleurs deux profils. D'une part, il y a ceux qui ont peur du regard de l'autre. Pour certains, le stress post-traumatique ne peut pas concerner « les bons mecs ». Quand je les reçois en consultation, j'essaie de leur faire comprendre, avec des exemples historiques, que ça peut arriver à tout le monde. Je me sers également de deux séries américaines, *Band of Brothers* et *The Pacific*,

dans lesquelles les personnages principaux sont atteints de stress post-traumatique. Ils en parlent sans tabou et se font soigner. Ce sont de bons exemples pour les jeunes, qui s'identifient aux héros de ces séries guerrières. Lorsqu'on leur explique que l'ESPT est plus courant qu'une blessure par balle, ils se sentent moins stigmatisés.

D'autre part, on trouve des militaires qui cachent leurs troubles de peur d'être déclarés inaptes et de ne plus pouvoir partir en opex. Je leur pose alors cette question : « *Si votre binôme souffrait d'un ESPT, accepteriez-vous de partir avec lui, sachant qu'il existe un risque qu'il décompense au cours d'un combat ?* » Le but est de leur faire prendre conscience de leur mal. Les faire repartir immédiatement est dangereux pour eux et pour leurs camarades. S'ils acceptent de se faire suivre, ils pourront les rejoindre lors de la prochaine mission. D'où l'importance qu'ils viennent nous voir le plus tôt possible afin d'établir un diagnostic. Même si cela prend du temps, on guérit du stress post-traumatique. Nous, les médecins, nous ferons tout pour qu'ils récupèrent la totalité de leur aptitude opérationnelle. Notre but n'est pas de les sortir de l'institution, mais de les réinsérer au niveau où ils étaient. ■



**Jusqu'au xx<sup>e</sup> siècle, rituels et religion étaient les seuls remèdes contre les blessures de l'âme. Mais la Première Guerre mondiale, avec ses orages d'acier, voit les services psychiatriques se généraliser dans toutes les armées.**

# Guérir les blessures invi

**E**tre soldat, faire la guerre, côtoyer la mort, éventuellement la donner, ne sont pas des actions anodines, banales, neutres. Tout le monde sait cela. Dans les sociétés primitives, la guerre est un rituel dont on ne sort que par un autre rituel, destiné celui-ci à réintégrer le guerrier dans le monde de la norme et de la paix. Car, même victorieux, l'homme qui revient de la guerre et qui a fait couler le sang – y compris celui de l'ennemi – n'est pas jugé immédiatement apte à reprendre sa place dans la société. Des rites sacrés font office de sas de reconditionnement. Et, pendant des siècles, ce sont les religions qui ont joué le rôle de médecine des âmes des soldats, complétant ainsi la solidarité pratique et interpersonnelle des sociétés traditionnelles. De même, l'action des aumôniers venait en complément de l'esprit de corps pour garantir tant bien que mal la santé mentale des soldats, laquelle était mise à l'épreuve tant par les horreurs des combats que par l'éloignement du pays natal; la « nostalgie », comme on l'a nommée pendant des siècles, était

en effet le grand mal des hommes de guerre – on parlerait aujourd'hui de cafard ou de déprime.

Parallèlement au développement vertigineux de la puissance de feu, à la suite de la révolution industrielle du xix<sup>e</sup> siècle, certains officiers vont se passionner pour une nouvelle science qui n'en est alors qu'à ses balbutiements bien maladroits et essentiellement empiriques : la psychologie. Déjà, sous le Second Empire, le colonel Charles Ardant du Picq aborde ces questions dans ses *Études sur le combat*, qui reste encore aujourd'hui une référence pour quiconque étudie les questions tactiques. Il a pourtant fallu attendre le xx<sup>e</sup> siècle pour que ce domaine soit véritablement considéré par les forces armées. À la suite de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, l'armée tsariste fut la première à prendre en compte la blessure psychologique chez les soldats combattant en Mandchourie, et les évacuera vers Irkoutsk, en Sibérie centrale, ou directement à Moscou, pour les cas les plus graves. Mais ce furent surtout les orages d'acier de la Première Guerre mondiale qui allaient voir se généraliser les services psychiatriques au sein des services médicaux de toutes les armées



## sibiles, des rites aux psy

du monde. Depuis lors, la psychiatrie militaire n'a cessé de faire des progrès, et il existe même une psychiatrie de l'avant comme il existe une chirurgie de l'avant. Les concepts eux-mêmes ont évolué : le *Shell Shock* (littéralement : le « choc de l'obus ») de la Grande Guerre a laissé la place au *Post-Traumatic Stress Disorder*, qui prend en compte non seulement la violence reçue, mais aussi la violence donnée, et n'est pas limité aux traumatismes psycho-cinétiques directement provoqués par les explosions. Ce concept a même réussi à percer dans le monde civil, puisqu'il est désormais couramment utilisé en médecine de catastrophe.

Cette question des traumatismes liés au combat n'épuise pas les champs d'action de la psychologie et de la psychiatrie militaires. La sélection des hommes et la détection précoce de leurs éventuelles pathologies mentales en relèvent elles aussi. Si pendant des siècles la sélection par les pairs et par les maîtres – comme dans le compagnonnage – a pu constituer un filtre grossier mais relativement efficace, la guerre moderne a vite montré les limites de ces méthodes empiriques. Et ce, d'autant plus que les soldats étaient amenés à

mettre en œuvre des objets techniques toujours plus complexes. Dès la fin de la Première Guerre mondiale (toujours elle !), l'armée de Terre américaine mit au point des tests psychologiques qui permettraient, dès la sélection, d'éliminer 10 % des recrues. Dans l'entre-deux-guerres, ce furent les marins qui furent des pionniers dans ce domaine, principalement dans le but de sélectionner les hommes aptes à la vie dans l'atmosphère confinée des sous-marins. Les aviateurs leur emboîtèrent le pas après 1945, car les performances des nouveaux appareils à réaction exigeaient des pilotes des conditions optimales, tant physiques que mentales. Outre ce rapport à la haute technologie, l'objet de ces disciplines est d'évaluer la stabilité émotionnelle, la sociabilité et la capacité d'adaptation, la capacité à faire cohésion et à gérer le stress, toutes qualités qui s'avèrent de la plus haute importance en milieu militaire, quel qu'il soit. Et il n'est guère étonnant que ce soit la médecine spatiale qui soit aujourd'hui l'un des principaux bénéficiaires des travaux menés depuis plusieurs décennies dans les armées. ■

**Laurent Henninger**

# LA PAF PAS À PAS

**L**e monde militaire recèle d'une multitude d'acronymes au sens souvent mystérieux. Mais il y en a un, en trois lettres, que tout le monde maîtrise depuis soixante ans : PAF. Il désigne la célèbre Patrouille acrobatique de France, installée sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence. Cette unité présente un fonctionnement très singulier, mais parfaitement huilé. Ils sont neuf pilotes, parmi lesquels un remplaçant, à porter la célèbre combinaison de vol bleu clair de cette prestigieuse entité. Chaque année, un tiers de l'équipe est remplacé par des nouveaux venus sélectionnés parmi les pilotes de chasse volontaires de l'armée de l'Air. Les postulants doivent détenir la qualification de chef de patrouille (capacité de commander une mission de quatre avions) et totaliser au moins 1500 heures de vol. Ils sont ensuite choisis sur des qualités techniques et humaines par les pilotes en place. « *Savoir s'intégrer à un groupe est essentiel dans cette unité. On vole et on vit systématiquement les mêmes choses, ensemble.*

*Alors, forcément, les relations sont très intenses »,* explique le capitaine Hervé Aubert, arrivé l'été dernier, qui porte l'indicatif radio Athos 3 au sein de l'équipe. Ce principe s'applique aussi pour le recrutement des 37 mécaniciens. Tradition unique dans l'armée de l'Air, à la PAF, ceux de l'équipe de piste choisissent le pilote avec lequel ils vont travailler.

## **Presque un nouveau métier**

La patrouille de France, c'est aussi une technique à part. « *Ici, on apprend presque un nouveau métier. On revient aux bases du pilotage »,* souligne Athos 3. Les huit avions évoluent en patrouille serrée, souvent seulement distants de 2 à 3 mètres, à basse altitude, voire très basse, à 100 mètres de hauteur ! « *Voler ainsi, c'est évidemment risqué. Mais avec de nombreux entraînements, nous apprenons à maîtriser ce risque »,* rassure le leader, le commandant Raphaël Nal, Athos 1.

En saison hivernale, les pilotes enchaînent deux à trois vols par jour au cours desquels ils évoluent à des vitesses oscillant entre ■■■■



**Star internationale de l'aéronautique, la Patrouille acrobatique de France, PAF pour les connaisseurs, fête cette année ses soixante ans. Mais comment travaillent tout au long de l'année ses neuf pilotes pour offrir un spectacle aérien toujours aussi époustouflant ?**



G. MARLETTE@ECPAD

Lors d'un show, la série d'enchaînements de la PAF comporte deux parties : le « ruban » où 8 Alphajet changent de formation et la « synchronisation », alternance de croisements et d'évitements à 2, 4 ou 6 appareils.



PHOTOS: J.-F. D'ARCAINGUES@ECPAD

Après un entraînement, le commandant Raphaël Nal, leader, et le capitaine Vincent Plantier, Athos 6, se saluent sous les yeux d'Athos 2, le capitaine Olivier Blanc Tailleur. Plus qu'ailleurs, l'esprit d'équipe est vital. Ci-dessous : les Alphajet revêtent une livrée spécifique pour célébrer les 60 ans de la PAF.

■ ■ ■ 300 et 800 km/h. Une variation qui les amène à encaisser de -3 à +7G, mettant leur corps à rude épreuve. Pour le préserver, ils bénéficient de séances de sport quotidiennes encadrées par un moniteur spécialisé. Dans les airs, la série d'enchaînements se compose de deux parties : lors de

la première, « le ruban », les 8 Alphajet changent de formation ; la seconde, « la synchronisation », plus percutante, alterne une succession de croisements et d'évitements à 2, 4 ou 6 appareils. Ce programme d'une vingtaine de minutes, renouvelé chaque année avec de nouvelles figures,

est conçu par le leader. Ce dernier s'appuie sur les conseils des anciens et de ses équipiers. La construction de cette démonstration s'effectue de manière progressive et prend en compte les conditions météorologiques auxquelles les pilotes peuvent être confrontés. Avant chaque vol, les différentes phases sont répétées mentalement. Les yeux fermés, l'équipe revoit l'enchaînement en suivant la voix du leader : on appelle ça « la musique ».



Avant chaque vol, les différentes phases sont répétées mentalement. Les yeux fermés, l'équipe revoit l'enchaînement en suivant la voix du leader : on appelle ça « la musique ». Le débriefing, essentiel, utilise les vidéos filmées à partir d'un point central situé au sol, emplacement stratégique où se tient un pilote (souvent le remplaçant). En contact radio avec Athos 1, il repère les petites imperfections techniques ou esthétiques (erreur d'alignement ou retard dans le déclenchement de la fumée) qu'il va pouvoir faire corriger.

Enfin, après six mois de rodage, la série de figures est proposée à la validation de la commission de sécurité des vols, avant d'être entérinée par le chef d'état-major de l'armée de l'Air, au cours du mois de mai, à Salon-de-Provence. La saison peut enfin commencer. Leur marathon aussi. Mais que va nous réserver la série 2013? Réponse du commandant : « 60, il me semble que c'est un chiffre que l'on peut dessiner dans le ciel, non? »

**Samantha Lille**

## Les soixante glorieuses

*« Mesdames et messieurs, la Patrouille de France vous salue », lance spontanément le commentateur de meeting Jacques Noettinger pour désigner la patrouille de la 3<sup>e</sup> escadre du commandant Delachenal, lors d'un meeting international à Alger, en 1953.*

*En 2013, la Patrouille de France est une sexagénaire radieuse. Pas une ride. Bien sûr, elle a évolué, passant de quatre à douze appareils pour se stabiliser à huit. Elle a aussi changé plusieurs fois d'avions : Republic F-84G Thunderjet, Ouragan, Mystère IV, Fouga Magister et Alphajet depuis 1981. Enfin, elle a également su être avant-gardiste en accueillant, en 2010, une femme leader, le commandant Virginie Guyot. Une première mondiale. « La Patrouille de France est un emblème national, un drapeau. C'est une ambassadrice de la nation en France et à l'étranger qui véhicule ses valeurs de rigueur, de courage, d'engagement et de don de soi », aime à rappeler le lieutenant-colonel Béziers, directeur des équipes de présentation de l'armée de l'air. Message reçu.*

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI



### **Mai 1945 : cérémonies de l'Arc de Triomphe et capitulation de l'Allemagne nazie**

Les 8 et 9 mai 1945, des cérémonies se déroulent dans la liesse populaire à l'Arc de Triomphe décoré pour l'occasion du V de la victoire et des drapeaux alliés. Un vibrant hommage est rendu aux combattants, aux vainqueurs et aux victimes du conflit sur la tombe du Soldat inconnu, fleurie de nombreuses gerbes déposées successivement par le général de Gaulle et diverses délégations. Ces cérémonies marquent la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie et font suite à la reddition sans conditions de l'armée allemande signée le 7 mai 1945 à Reims et à l'acte de capitulation signé dans la nuit du 8 au 9 mai à Berlin où le général de Lattre de Tassigny représente la France. En 1945, les défaites de l'Allemagne nazie et du Japon furent entérinées par des capitulations et non par des armistices. La capitulation allemande du 8 mai 1945 fut donc un acte strictement militaire, car le pouvoir politique allemand, récusé par les Alliés, avait disparu.

©BECFAD



# Après la guerre

## Armistice ou capitulation ?

**Si l'armistice est un accord politico-juridique qui engage les États, la capitulation, elle, est un acte militaire où le pouvoir politique du vaincu est transféré à l'armée du vainqueur. Parler de l'armistice du 8 mai 1945 est donc impropre, l'Allemagne ayant capitulé. L'armistice ne signe pas non plus la fin d'une guerre, même s'il rétablit l'état de paix.**

**L**a fin d'un conflit est toujours une affaire complexe, que ce soit dans ses multiples aspects humains ou politiques. Mais c'est aussi une affaire juridique où les mots possèdent un sens précis. Les termes de trêve, cessez-le-feu, suspension des hostilités, armistice, paix ont tous une signification différente et ne doivent pas être utilisés indistinctement.

### Sous Louis XIV, l'armistice entre en scène

À l'origine était la trêve, simple arrêt des combats conclu de façon tacite ou orale, et qui avait pour fonction de permettre de procéder à l'inhumation des guerriers tombés. Hormis la défaite totale d'un camp du fait de la conquête ou de la fuite, elle était le seul acte permettant de suspendre l'action de guerre, et encore était-ce toujours temporaire. Tout au plus finit-on par s'en servir pour faire durer cette interruption alors que des négociations étaient en cours.

Comme pour beaucoup d'autres choses dans le monde militaire occidental, c'est au cours du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle que d'importants changements survinrent. À la suite de la guerre de Trente Ans (1618-1648), les traités de Westphalie avaient permis de mieux définir et distinguer l'état de

guerre et l'état de paix. En 1680, sous le règne de Louis XIV, l'introduction du terme d'« armistice » induisait une subtilité politico-juridique de taille. Un armistice impliquait un accord politique sur un certain nombre de points, souvent accompagné de préliminaires de paix. Il engageait les États alors que la trêve n'était qu'une suspension d'armes n'impliquant que les chefs militaires. Autre cas de figure : la capitulation, acte militaire qui se produit dans le cas d'une défaite totale, remet le vaincu pieds et

poings liés au vainqueur. Elle transfère le pouvoir politique du vaincu à l'armée des vainqueurs, alors que l'armistice ne change pas les pouvoirs internes.

Le 11 novembre 1918, la Première Guerre mondiale prenait fin par un armistice signé par les chefs militaires des nations belligérantes. Mais la paix ne sera signée par les dirigeants civils que l'année suivante, avec le traité de Versailles. En 1945, les défaites de l'Allemagne nazie et du Japon furent entérinées par des capitulations, et non par des armistices. La capitulation allemande du 8 mai 1945 fut donc un acte strictement militaire, car le pouvoir politique allemand, récusé par les Alliés, avait disparu. Elle ne fut pas suivie avant longtemps par un authentique traité de paix (signature qui n'intervient officiellement qu'en 1990, après la chute du mur de Berlin, entre les deux Allemagne, la France, la Russie, les États-Unis et l'URSS). Il en fut de même pour le Japon, livré à l'entière discrétion du vainqueur américain. À la fin de la guerre de Corée (1950-1953), un armistice fut conclu et est toujours en vigueur, mais la paix n'a jamais été signée...

### L'usage du vocabulaire juridique en pleine mutation

Au fil du temps, l'armistice a souvent eu tendance à se substituer à la paix formelle, ou au moins à impliquer celle-ci. Cependant, on appelle armistice des accords politico-militaires pouvant être ponctuels. Ils s'apparentent alors plus à des trêves. Les juristes reconnaissent qu'une mutation est en train de se produire dans les usages, dont il est difficile de reconnaître le sens. On peut toutefois dire qu'un armistice marque la fin d'un conflit en tant qu'action militaire, tandis que la paix signe la fin d'une guerre en tant que situation juridique. Malgré tout, il convient d'éviter de tomber dans le piège du formalisme juridique. Comme le rappellent certains juristes, la forme que peut prendre la soumission du vaincu au vainqueur compte bien moins que les rapports de forces politique, militaire et diplomatique, tels qu'ils transparaissent dans les clauses de la convention ou dans les modalités de son application. ■



D. VIOLA/AGFICOD

**LAURENT HENNINGER**  
chargé d'études à l'Institut de recherche  
stratégique de l'École militaire (Irssem)

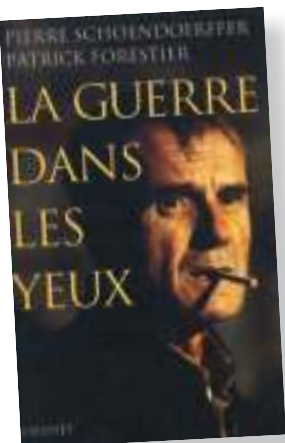
**LA GUERRE  
DANS LES YEUX**

Quelques mois avant sa mort, Pierre Schoendoerffer avait rencontré Patrick Forestier, grand reporter à *Paris Match*. De leurs entretiens est né ce récit à deux voix où se font écho leurs aventures parallèles souvent vécues dans les mêmes contrées, à des époques différentes. Vingt-six ans séparent le

grand reporter du cinéaste. Pourtant, tous deux ont été nourris aux mêmes récits épiques, Kipling, Kessel... Tous deux ont un jour décidé d'arpenter le vaste monde, quitte à regarder dans les yeux cette « chose » que les romans de l'enfance ne savent pas décrire : la guerre. Une évidence surgit peu à

peu de leurs entretiens : la guerre n'est pas un « sujet » de reportage comme un autre. Elle oblige à faire corps. Corrosive comme l'acide, elle dissout les distances. Et si elle ne tue pas toujours, elle est souvent, pour ceux qui la filment, une nuit où survivront longtemps bien des fantômes.

**Pierre Schoendoerffer, Patrick Forestier, éd. Grasset, 343 p., 20,90 €**



**LE NERF DE LA GUERRE La longue histoire des liaisons dangereuses entre argent et guerre**



Sans l'argent des mines du Laurion, la flotte athénienne aurait-elle vaincu Xerxès à Salamine? Sans le pillage des trésors de Suse, Alexandre aurait-il poussé ses armées jusqu'à l'Indus? « *Pecunia nervus belli* », prévient plus tard Cicéron, au moment où Rome s'apprêtait à concrétiser son rêve d'empire mondial : « sans argent, ne faites pas la guerre ». Car l'argent permet de soudoyer l'ennemi hésitant, de lever des troupes régulières ou d'enrôler des mercenaires; il permet d'espionner, de mettre au point de nouvelles armes, de soutenir des alliés – qui parfois se batront à votre place. Et l'argent n'est pas seulement un moyen pour la guerre. Il peut devenir une arme de la guerre, notamment lorsqu'il déstabilise l'ennemi en attaquant son épargne, sa monnaie. Chef économiste du groupe international Tradition, Alessandro Girardo enseigne aussi l'« histoire économique de la finance » à l'Institut supérieur de gestion de Paris. Il signe ici la première grande synthèse consacrée aux liaisons dangereuses entre la guerre et l'argent. Un ouvrage novateur et stimulant.

**Alessandro Girardo, éd. Pierre de Taillac, 446 p., 25 €**

**L'AUTRE COMBAT Vers une reconstruction humaine des militaires blessés, des sans-abri, des prisonniers**

Jean-Yves Ducourneau est prêtre de la Mission de Saint-Vincent-de-Paul. Après avoir été aumônier de prison, il est aumônier militaire depuis plusieurs années. Il a servi notamment dans la Légion étrangère, au Kosovo, en Côte-d'Ivoire, en Afghanistan. Son autre combat est celui de la dignité et de l'espérance contre les forces dissolvantes de l'indifférence et de la désolation. À tous ceux que la vie n'a pas épargnés – sans domicile, prisonniers, militaires blessés dans leur corps ou leur cœur – ce petit livre tend une main fraternelle.

**Jean-Yves Ducourneau, éd. des Béatitudes, 288 p., 16 €**



**LES ESPIONS DES LUMIÈRES  
Actions secrètes et espionnage militaire sous Louis XV**

Comment est né le renseignement militaire français au XVIII<sup>e</sup> siècle? Issue d'une thèse de doctorat, cette enquête minutieuse de Stéphane Genêt met en lumière le rôle croissant de « l'espion armé » en France, après la guerre de Succession de Pologne. Un travail pionnier qui détaille toutes les facettes du renseignement naissant, de la constitution des réseaux aux différents modes d'action.

**Stéphane Genêt, éd. Nouveau-Monde, coédité avec la Direction de la mémoire, du patrimoine**

**et des archives du ministère de la Défense. 512 p., 26 €**



**JOSÉ FALCÓ PILOTE DE CHASSE  
Dernier as de la guerre d'Espagne dans le ciel catalan**

Le 6 février 1939, le lieutenant républicain José Falcó, 22 ans, pose en catastrophe son chasseur, un Polikarpov soviétique, près du village de Vilajuïga. Il vient d'abattre deux Messerschmitt Bf-109, après avoir livré dans le ciel de Catalogne le tout dernier combat aérien de la guerre d'Espagne. L'ancien as de la *Gloriosa*, l'aviation républicaine, a aujourd'hui 96 ans. Exilé en Algérie puis en France, après la victoire des phalanges franquistes, il a été rétabli au grade de colonel dans l'*Ejército del Aire*, l'armée de l'Air espagnole, en 1984. Pierre Challier, journaliste à *La Dépêche du Midi*, a recueilli ses souvenirs. Un récit passionnant.

**Pierre Challier, éd. Privat, 180 p., 19,50 €**

